

CONTRAT DEPARTEMENTAL HAUTE-SAVOIE NATURE du HAUT-CHABLAIS

LE DEPARTEMENT PRESERVE LES ESPACES NATURELS

ENVIRONNEMENT





Espaces Naturels Sensibles

LE DÉPARTEMENT PRÉSERVE LES ESPACES NATURELS

ENTRE :

Le Département de la HAUTE-SAVOIE,

Représenté par son Président, Monsieur Martial SADDIER,
Dont le siège social est situé au 1 rue du 30ème Régiment d'Infanterie - CS32444 - 74041 ANNECY
CEDEX, agissant es-qualités et dûment habilité à signer le présent contrat par délibération du
Conseil Départemental n° CD-2024-0045 en date du 08 avril 2024,

Dénommé, ci-après, «Le Département»,

ET

La Communauté de Communes du Haut-Chablais,

Représentée par sa Présidente Madame Yannick TRABICHET,
Dont le siège social est situé 18 route de l'Eglise 74330 LE BIOT,
Habilité à cet effet par une délibération du Conseil communautaire n° 2024-137 en date du 10
septembre 2024,

Dénommée, ci-après, « La CCHC »,

ET

Le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais,

Représenté par sa Président, Madame Géraldine PFLIEGER,
Dont le siège social est situé au 23 grande rue, BP 33 – 74201 THONON-LES-BAINS CEDEX,
Habilité à cet effet par une délibération du Conseil syndical n° en date du 10 octobre
2024,

Dénommée, ci-après, « Le SIAC »,

ET

Le Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Abords,

Représenté par son Président, Monsieur Bruno FOREL,
Dont le siège social est à 300 chemin des Prés Moulin 74800 SAINT PIERRE EN FAUCIGNY,
Habilité à cet effet par une délibération du Conseil syndical n° D2024-04-09 en date du 19 septembre
2024,

Dénommée, ci-après, « Le SIAC »,

Et les autres maîtres d'ouvrages :

La Commune de Bellevaux,

Représentée par son Maire, Monsieur Jean-Louis VUAGNOUX,
Dont le siège social est situé 26 route de Thonon 74470 BELLEVAUX,
Habilité à cet effet par délibération n° du Conseil municipal en date du 16 septembre 2024,

La Commune d'Essert-Romand,

Représentée par son Maire, Monsieur Jean-François MUFFAT,
Dont le siège social est situé 65 route de Thonon 74110 ESSERT-ROMAND,
Habilité à cet effet par délibération n° 30/24 du Conseil municipal en date du 19 août 2024,

La Commune de La Baume,

Représentée par son Maire, Monsieur Jean-François MENOUD,
Dont le siège social est situé 41 place du Village 74430 La BAUME,
Habilité à cet effet par délibération n° 2024/09/02 du Conseil municipal en date du 12 septembre 2024,

La Commune de La Côte d'Arbroz,

Représentée par son Maire, Madame Sophie MUFFAT,
Dont le siège social est situé 88 place de l'Eglise 74110 LA CÔTE D'ARBROZ,
Habilitée à cet effet par délibération n° 2024/29 du Conseil municipal en date du 12 août 2024,

La Commune de La Forclaz,

Représentée par son Maire, Madame Maryse GRENAT,
Dont le siège social est situé 115 chemin des écoliers 74200 LA FORCLAZ
Habilitée à cet effet par délibération n° 2024/08/04 du Conseil municipal en date du 04 août 2024,

La Commune de La Vernaz,

Représentée par son Maire, Monsieur Laurent HAUTEVILLE,
Dont le siège social est situé 40 place de la Mairie 74200 La VERNAZ,
Habilitée à cet effet par délibération n° 2024-09-03 du Conseil municipal en date du 02 septembre 2024,

La Commune de Le Biot,

Représentée par son Maire, Monsieur Henri-Victor TOURNIER,
Dont le siège social est situé 18 route de l'Eglise 74430 LE BIOT,
Habilité à cet effet par délibération n° 62/2024 du Conseil municipal en date du 03 septembre 2024,

La Commune de Les Gets,

Représentée par son Maire, Monsieur Henri ANTHONIOZ,
Dont le siège social est situé 61 route du Front de neige 74260 LES GETS,
Habilité à cet effet par délibération n° du Conseil municipal en date du 23 septembre 2024,

La Commune de Lullin,

Représentée par son Maire, Monsieur Alain DEGENEVE,
Dont le siège social est situé 15 place des Remparts 74470 LULLIN,
Habilité à cet effet par délibération n° 2024039 du Conseil municipal en date du 24 juillet 2024,

La Commune de Montriond,

Représentée par son Maire, Monsieur Jean-Claude DENNE,
Dont le siège social est situé 15 Vieille Route 74110 MONTRIOND,
Habilité à cet effet par délibération n° 24127 du Conseil municipal en date du 04 septembre 2024,

La Commune de Morzine,

Représentée par son Maire, Monsieur Jean-François BERGER,
Dont le siège social est situé 1 place de l'Eglise 74110 MORZINE,
Habilité à cet effet par délibération n° 2024_07_03 du Conseil municipal en date du 25 juillet 2024,

La Commune de Reyvroz,

Représentée par son Maire, Monsieur Gérald LOMBARD,
Dont le siège social est situé Charrière – 1155 route de Thonon 74200 REYVROZ,
Habilité à cet effet par délibération n° 2024/07/26-01 du Conseil municipal en date du 26 juillet 2024,

La Commune de Saint Jean d'Aulps,

Représentée par son Maire, Monsieur William CHALENÇON,
Dont le siège social est situé 1748 route des Grandes Alpes 74430 SAINT JEAN D'AULPS,
Habilité à cet effet par délibération n° D_2024_09_02 du Conseil municipal en date du 09 septembre 2024,

La Commune de Seytroux,

Représentée par son Maire, Monsieur Jean-Claude MORAND,
Dont le siège social est situé 2 route de la Tassonnière 74430 SEYTROUX,
Habilité à cet effet par délibération n° 2024/006/005 du Conseil municipal en date du 25 juillet 2024,

La Commune de Vailly,

Représentée par son Maire, Madame Yannick TRABICHET,
Dont le siège social est situé 3 route de Thonon 74470 VAILLY,
Habilitée à cet effet par délibération n° 2024/06/04 du Conseil municipal en date du 17 septembre 2024,

L'Association Foncière Pastorale de La Forclaz – La Baume,

Représentée par son Président, Monsieur Jérôme HAUTEVILLE,
Dont le siège social est situé 115 chemin des Ecoliers 74200 LA FORCLAZ,
Habilité à cet effet par délibération n° 2024 03 19 du Conseil d'administration en date du 12 mars 2024,

L'Association Foncière Pastorale de La Vernaz,

Représentée par son Président, Monsieur Patrick GARIN,
Dont le siège social est situé 40 place de la mairie 74200 LA VERNAZ,
Habilité à cet effet par délibération n° _____ du Conseil d'administration en date du _____,

L'Association Foncière Pastorale d'Ouzon,

Représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre VULLIEZ
Dont le siège social est situé 18 route de l'Eglise 74430 LE BIOT,
Habilité à cet effet par délibération n° _____ du Conseil d'administration en date du _____,

L'Association Foncière Pastorale Vallée de la Manche,

Représentée par sa Présidente, Madame Josette VERNET,
Dont le siège social est situé 1 place de l'Eglise 74110 MORZINE,
Habilité à cet effet par délibération D_2024_04-005 du Conseil d'administration en date du 16 avril 2024,

Dénommés ci-après, « les autres maitres d'ouvrage »,

Et les autres partenaires :

La Fédération Départementale pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatiques de Haute-Savoie (FDPPMA),

Représentée par son Président, Monsieur Yann MAGNANI,
Dont le siège sociale est situé 2092 route des Diacquenods - Saint Martin de Bellevue - 74370 FILIERE,
Habilité à cet effet par délibération du Conseil d'Administration en date du _____,

Le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) Chablais-Léman,

Représentée par sa Présidente, Madame Carole LOUSAO,
Dont le siège social est situé 1 rue de la Mairie – 74200 MARIN,
Habilité à cet effet par délibération de son Conseil d'Administration en date du 18 novembre 2024,

L'Office Nationale des Forêt - agence Savoie Mont-Blanc,

Représenté par son Directeur, Monsieur François-Xavier NICOT,
Dont le siège social est situé 17 rue des Diables Bleus - 73000 CHAMBERY,

Dénommés ci-après, « les autres partenaires »,

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE	5
ARTICLE 1 : OBJET	5
ARTICLE 2 : CONTEXTE GENERAL – ETAT DES LIEUX ET ENJEUX	5
2.1 Le périmètre du Contrat Départemental Haute-Savoie Nature du Haut-Chablais	5
2.2 Diagnostic et enjeux du territoire	6
ARTICLE 3 : ENJEUX ET OBJECTIFS DU CONTRAT DEPARTEMENTAL HAUTE-SAVOIE NATURE	11
ARTICLE 4 : LE PROGRAMME D' ACTIONS DU CONTRAT DEPARTEMENTAL HAUTE-SAVOIE NATURE	12
4.1 Principe de mise en œuvre	12
4.2 Programme d'actions	12
ARTICLE 5 : INSCRIPTION DES SITES HAUTE-SAVOIE NATURE A L'INVENTAIRE DEPARTEMENTAL AU TITRE DES ENS	14
5.1 Durée de labellisation	14
5.2 Evolution des périmètres labellisés	14
5.3 Nouveaux sites proposés	14
ARTICLE 6 : ENGAGEMENT DE LA CCHC	14
ARTICLE 7 : ENGAGEMENT DES MAITRES D'OUVRAGE	15
7.1 Engagements généraux	15
7.2 Engagements spécifiques en site labellisé Haute-Savoie Nature au titre des ENS	15
ARTICLE 8 : ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE	17
8.1 Engagements techniques	17
8.2 Engagements financiers	17
8.3 Engagements spécifique du Département en tant que maître d'ouvrage	18
8.4 Stratégie foncière	18
ARTICLE 9 – ENGAGEMENT DES PARTENAIRES	19
ARTICLE 10 - GOUVERNANCE	19
10.1. Le Comité de territoire (COTERR)	19
10.2. Le Comité technique (COTECH)	19
10.3. Les Comités de site	19
10.4. Les groupes thématiques	20
ARTICLE 11 : COMMUNICATION ET INFORMATION	20
ARTICLE 12 - RESPONSABILITE DES PARTIES	20
ARTICLE 13 - DUREE DU CONTRAT	20
ARTICLE 14 - BILAN DU CONTRAT	21
ARTICLE 15 - RESILIATION POUR FAUTE	21
ARTICLE 16 - LITIGES	21

ANNEXE 1 : TABLEAU DE FINANCEMENT

ANNEXE 2 : RECUEIL DES FICHES-ACTIONS

ANNEXE 3 : SITES HAUTE-SAVOIE NATURE

ANNEXE 4 : COMPOSITION DU COMITE DE TERRITOIRE (COTERR)

PREAMBULE

Afin de mieux protéger un patrimoine naturel et paysager exceptionnel et de répondre à de nouveaux enjeux tels que le développement des loisirs de pleine nature, l'apparition de nouvelles pratiques sportives et l'accentuation du réchauffement climatique, le Département de la Haute-Savoie a décidé de renforcer son ambition de préservation de la nature et des paysages en approuvant le 12 décembre 2022 ses modalités d'intervention pour la période 2023-2028 en faveur des espaces naturels sensibles.

Celles-ci s'inscrivent dans les compétences et objectifs définis par le Code de l'Urbanisme pour la protection des milieux naturels et des paysages (articles L-113-8 et L-113-10 et suivants). Elles mobilisent les fonds de la Taxe d'Aménagement affectée aux ENS.

Dans un contexte d'évolution rapide du climat, ainsi que d'une recherche de nature croissante des populations, la politique départementale des ENS de la Haute-Savoie est guidée par 3 orientations majeures :

- la conservation et la gestion des espaces naturels et semi-naturels qui contribuent à la préservation de la ressource en eau au sein du grand cycle de l'eau ;
- l'inscription sur le long terme de la conservation des espaces naturels ;
- l'éducation au respect de la nature et à l'adoption des bons comportements en espaces naturels et semi-naturels qui doit être redynamisée.

Le Contrat départemental Haute-Savoie Nature du Haut-Chablais a pour but de mettre en œuvre une politique globale de préservation et de valorisation du patrimoine naturel à une échelle pertinente, intercommunale, de massif ou de bassin.

ARTICLE 1 : OBJET

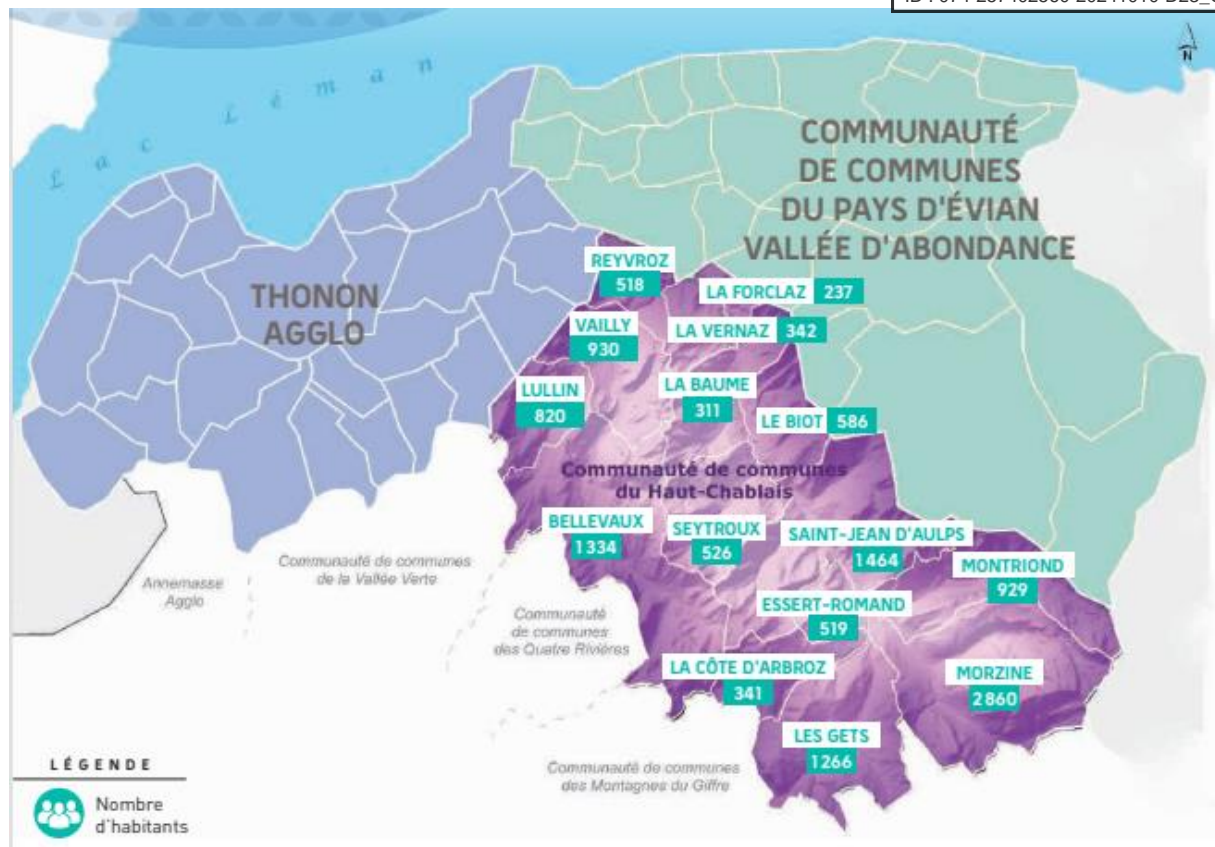
Le présent contrat a pour objet la définition des engagements respectifs du Département, de la CCHC, des autres maîtres d'ouvrages et autres partenaires sur un programme pluriannuel d'actions, au titre des ENS, qui se déroulera de 2025 à 2027 sur le territoire de l'intercommunalité.

ARTICLE 2 : CONTEXTE GENERAL – ETAT DES LIEUX ET ENJEUX

2.1 Le périmètre du Contrat Départemental Haute-Savoie Nature du Haut-Chablais

L'ensemble du territoire couvert par la CCHC se situe au nord-est du Département, entre le lac Léman et le Pays du Mont-Blanc, dans le Chablais français. Il varie en altitude de 450 mètres à Reyvroz en bord de Dranse jusqu'à 2466 mètres au sommet des Hauts-Forts à Avoriaz, sans compte le massif du Roc d'Enfer qui fait l'articulation entre la Vallée d'Aulps et la Vallée du Brevon. Ce périmètre concorde d'une part du point de vue administratif mais également du point de vue des espaces naturels : hydrographie (Dranses), massifs montagneux, avec le Roc d'Enfer qui assure l'articulation des deux vallées.

La CCHC se situe à cheval sur les cantons de Thonon-les-Bains et d'Evian-les-Bains, et compte 12 821 habitants permanents (recensement de 2019). Elle comporte sur son territoire une partie d'un des plus grands domaines skiables au monde, les « Portes du Soleil » et dispose d'une importante capacité d'hébergements touristiques avec près de 88 300 lits touristiques et environ 7 millions de nuitées annuelles. Le territoire s'organise autour de 15 communes de montagne sur 309,28 km² : Bellevaux, Essert-Romand, La Baume, La Côte d'Arbroz, La Forclaz, La Vernaz, Le Biot, Les Gets, Lullin, Montriond, Morzine, Reyvroz, Saint Jean d'Aulps, Seytroux et Vailly.

Carte 1 : le périmètre de la CCHC (2019)

Ce territoire de montagne authentique bénéficie d'une image attractive construite autour de ses villages et stations-villages, que ce soit avec les « grandes stations » de ski (Avoriaz, Morzine, Les Gets) mais aussi les petites et moyennes stations dites « familiales » (Bellevaux-Hirmentaz-La Chèvrerie-Roc d'Enfer, Lullin-Col du Feu).

Le Haut-Chablais offre de magnifiques panoramas, des paysages grandioses, ainsi que des sites patrimoniaux et naturels remarquables. L'activité agro-pastorale est bien ancrée et participe au tissu économique relativement dense autour de l'artisanat. L'atout essentiel de ce territoire réside dans son environnement naturel qui se prête tout particulièrement à la pratique d'activités de plein air variées toutes saisons.

2.2 Diagnostic et enjeux du territoire

2.2.1 Les données d'état des lieux

L'état des lieux du présent contrat est formalisé dans le rapport de diagnostic (juin 2023), diligenté par la CCHC au bureau d'études Agrestis éco-développement.

2.2.2 Le patrimoine naturel du territoire

Les milieux naturels et agricoles représentent 95 % du territoire du Haut-Chablais (alpages, forêts de montagne, lacs d'altitude et de moyenne montagne, prairies, pelouses sèches, pré vergers, milieux humides et aquatiques, éboulis froids, etc) et présentent un patrimoine naturel riche et diversifié.

Cette situation s'explique par la diversité des milieux (boisés, agro-naturels, zones humides, cours d'eau, littoral, etc), les activités actuelles et passées, ainsi que les caractéristiques topographiques (orientation, gradient altitudinal) et géologiques.

La CCHC est concernée par différentes zones réglementaires et d'inventaires. Les espaces ne présentent pas d'espèces ou d'habitats fortement vulnérables, ils constituent un réservoir important de biodiversité à préserver, et contribuent de façon importante à la dynamique écologique des Préalpes du Nord. Les espaces à forts enjeux font l'objet de protections réglementaires, contractuelles et d'inventaires. Il est bien évident que ces espaces emblématiques sont complétés et reliés entre eux par une série de sites patrimoniaux de nature plus ordinaire intégrés dans le contrat de territoire pour garantir une démarche de préservation et de gestion cohérente du territoire intercommunal.

Le territoire de la CCHC s'inscrit également au sein du Géoparc mondial UNESCO du Chablais compte tenu de la richesse géologique qu'il présente, avec 10 géosites aménagés labellisés Espaces Naturels Sensibles (ENS) en février 2013 pour une durée de 10 ans. Ce sont 36 géosites au total qui sont inventoriés sur le territoire.

Les principaux sites environnementaux et paysagers emblématiques du territoire de la CCHC sont classés en plusieurs catégories :

- les sites réglementaires : ils sont soumis à des règles strictes opposables en faveur de leur protection sur un périmètre délimité. L'infraction à une règle est un délit et vaut condamnation. Des modalités de gestion sont mises en place pour assurer la conservation du site. Exemple : les Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope (APPB).
- les sites contractuels : les sites ont des périmètres définis sur lesquels des mesures sont déployées en fonction d'objectifs à atteindre. Pour autant, aucune obligation réglementaire ne permet d'évaluer le niveau d'atteinte des objectifs. La réglementation qui peut être mise en place dépend de la bonne volonté du gestionnaire de site. Exemple : le site N2000.
- les sites d'inventaires : ces sites offrent une connaissance faunistique et floristique sur un périmètre considéré mais leur statut ne constitue pas une barrière en matière d'occupation des sols. Exemples : les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique, inventaire départemental des zones humides.
- les sites labellisés au titre des ENS : ils présentent des qualités certaines compte tenu de la qualité des biotopes présents et de leurs caractéristiques paysagères. Le cadre d'intervention de cette démarche, permettant d'engager une gestion et une maîtrise foncière, sans valeur réglementaire, est fixé par la politique départementale en faveur des Espaces Naturels Sensibles.

Pour chaque site, des espèces emblématiques et/ou des milieux naturels remarquables justifient le choix du classement.

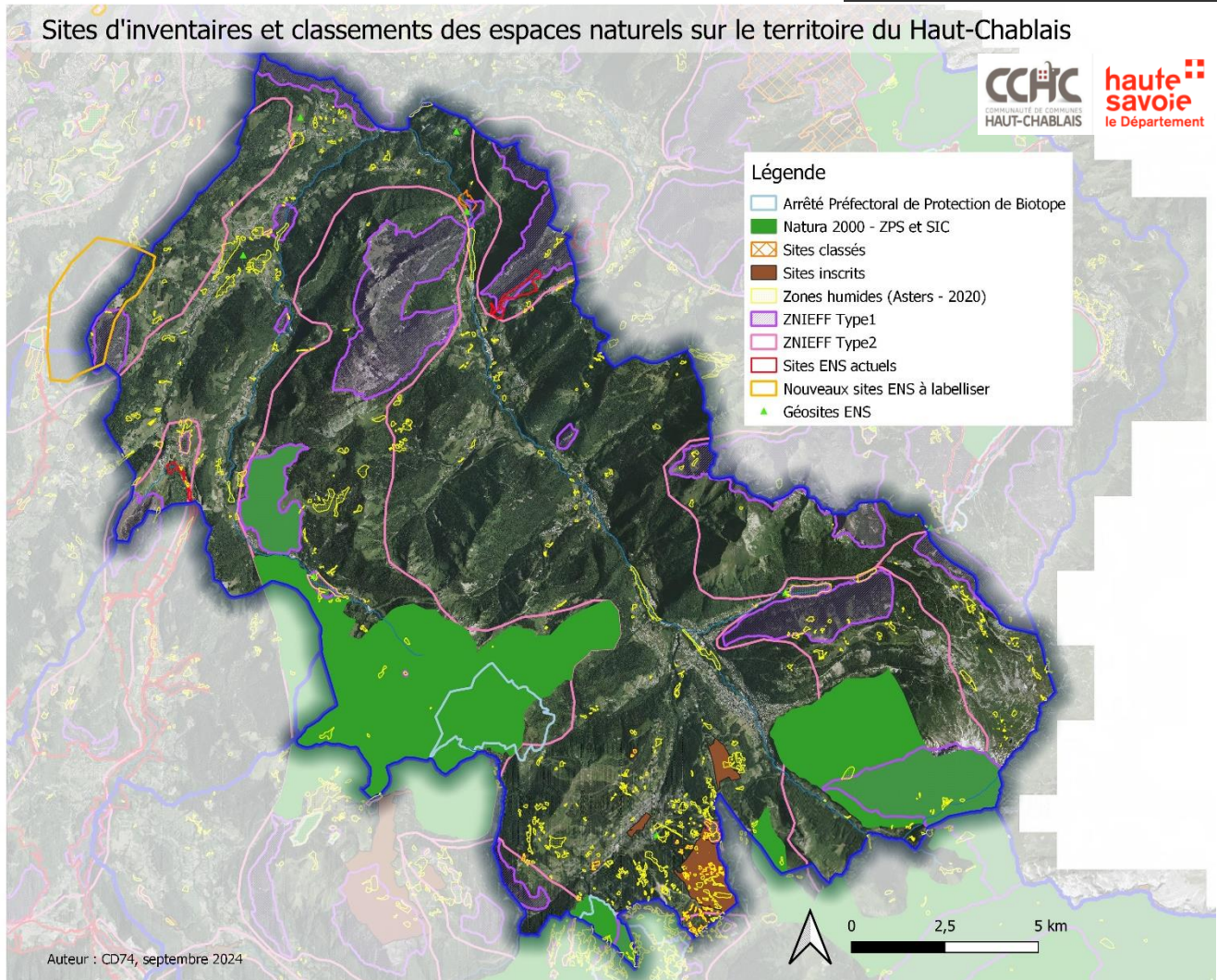
Tableau 1 : Sites d'inventaires et classements en faveur des espaces naturels sur le territoire de la CCHC.

Zones référencées	Superficie	
	ha CCHC	% CCHC
ZONES REGLEMENTAIRES, CONTRACTUELLES ET D'INVENTAIRES		
ARRETE PREFECTORAL DE PROTECTION DE BIOTOPE (APPB)	592,2	1,92
<i>Plateau de Loex</i>	117,4	0,38
<i>Col Ratti</i>	474,8	1,54
NATURA 2000 – Sites d'Intérêt Communautaire (SIC)	2981,2	9,66
<i>Site N2000 Plateau de Loex</i>	139,1	0,45
<i>Site N2000 Roc d'Enfer</i>	2842,1	9,21
NATURA 2000 – Zones de Protection Spéciales (ZPS)	4560,3	14,78
<i>Site N2000 Plateau de Loex</i>	1579,1	5,12
<i>Site N2000 Roc d'Enfer</i>	139,1	0,45
<i>Site N2000 du Haut-Giffre</i>	2842,1	9,21
ENS	78,4	0,27
<i>Zone Humide des Mouilles Rondes Est</i>	3,7	0,01
<i>Tourbière des Chavannes</i>	12,5	0,04
<i>Forêts Départementales du Chablais</i>	35,8	0,12
<i>Zone Humide des Grains d'O</i>	8,7	0,03
<i>Risse</i>	11,3	0,04

Zones référencées	ha	Superficie
Zone humide de Guefataz	1,8	0,01
Zone Humide des Places Ouest	0,9	0,00
Zone Humide des Plans de la Vouagère	2,1	0,01
Zone humide Mouille Ronde	1,6	0,01
ZNIEFF type I	3646,4	11,81
Zones humides de l'extrémité ouest du plateau de Loëx	0,1	0,00
Massif de Tavaneuse	231,8	0,75
Bois et Rocher de Trenarman	11,6	0,04
Lac de Vallon	25,6	0,08
Mont Ouzon et son prolongement méridional	285,4	0,92
Pointe de Tréchauffex et de l'Aiguille	79,5	0,26
Mont Billiat ' Pointe d'Ireuse ' Rochers de Jotty'	929,6	3,01
Pointe de Chésery - les Combes	78,0	0,25
Tourbière des Chavannes	13,9	0,04
Lac de Montriond	25,0	0,08
Rochers de la Mottaz	323,4	1,05
Zones humides du plateau de Loëx	44,4	0,14
Lac de Pététoz	1,1	0,00
Montagne des Hauts-Forts	637,0	2,06
Zone rocheuse du Bas Thex	21,2	0,07
Mont Forchat	130,8	0,42
Tourbière du Col de la Ramaz	0,3	0,00
Montagne d'Hirmentaz - Rocher du Corbeau	86,9	0,28
La Dranse, du pont de Bioge au lac Léman	138,6	0,45
Versant abrupt dominant le lac de Montriond "l'Envers du lac" - "les Combes"- "la Joux"	435,1	1,41
Gorges du Brevon	43,8	0,14
Le Foron en rive gauche, la Provence, sur les Saix et l'Argentière	75,1	0,24
Tourbière des Mouilles (Hirmentaz)	12,2	0,04
Tête rocheuse du Mottay et Gorges du Pont du Diable	16,4	0,05
ZNIEFF type II	14506,2	47
Zones humides du bassin du Foron	419,1	1,36
Massif du Roc d'Enfer et satellites	6906,3	22,38
Mont Ouzon	838,4	2,72
Massifs du Mont de Grange et de Tavaneuse	1464,8	4,75
Haut Faucigny	3410,6	11,05
Chaînon occidentaux du Chablais	1134,7	3,68
Pointe des Brasses et Montagne d'Hirmentaz	332,2	1,08
ZONES HUMIDES (303)	564	1,83
SITE RAMSAR (1)	14,9	0,05
TOURBIERES (BASSIN VERSANT) (8)	59,9	0,19
TOURBIERES (SITES) (5)	19,2	0,06
ZICO (2)	2306,3	7,47
Haut-Giffre	2291,4	7,42
Lac Léman	14,9	0,05
TOTAL CUMULE	15 527,2 ha	50,3 %

Carte 2 : sites d'inventaires et classements des espaces naturels sur le territoire

du Haut-Chablais.

Sites d'inventaires et classements des espaces naturels sur le territoire du Haut-Chablais

La prise en compte de l'ensemble de ces statuts de protection prend sens dans une logique de dynamique écologique à l'échelle territoriale. L'analyse fait ressortir plusieurs catégories d'espaces au sein de l'intercommunalité :

- les espaces d'intérêt écologiques majeurs, cœurs de biodiversité : il s'agit des espaces terrestres ou aquatiques dont la richesse écologique est reconnue et qui font l'objet de statuts de protection ;
- les espaces relais des cœurs de biodiversité (ou corridors) : la plupart du temps situés en périphérie des cœurs de biodiversité, ils qualifient les espaces naturels et agricoles qui assurent la pérennité des zones nodales (les réservoirs de biodiversité) ;
- les espaces dits de « nature ordinaire » : ce sont tous les autres espaces en dehors et au sein des milieux urbanisés où la nature se développe. Ces derniers subissent aujourd'hui de nouvelles pressions anthropiques qui les rendent plus vulnérables.

La fonctionnalité du territoire repose sur la dynamique écologique. Il s'agit du terme utilisé pour exprimer les mobilités (axes de déplacement, zones de collision, etc.) de la faune et de la flore sur le territoire. Ces mobilités sont le gage de la préservation de la biodiversité existante au sein des espaces naturels et agricoles.

2.2.2 Usages

A l'image de la variété des entités géographiques, le territoire abrite de multiples usages en toute saison. L'offre touristique prend appui sur le patrimoine naturel et culturel du territoire : paysages, faune, flore, musées, patrimoine bâti et religieux. Les géosites aménagés du Géoparc, proposant notamment des animations toute l'année, sont un point d'attrait non négligeable du territoire.

Les Portes du Soleil représentent le plus grand domaine VTT d'Europe avec environ 650 km de pistes dédiées. D'importantes compétitions de renommée internationale y prennent place (Pass'Portes, Coupe du monde de VTT, ...). Une circulation « hors-piste » importante est également présente, avec un impact forestier non négligeable, notamment sur l'érosion des sols (ornières, ravinement, impact sur la régénération des peuplements).

L'**agriculture** quasi exclusivement tournée vers l'élevage (96 %) joue également un rôle écologique, environnemental et économique important dans les espaces agro-pastoraux du territoire, présent sur de nombreux massifs. L'activité agricole est dynamique sur le territoire, avec une croissance du nombre d'actifs agricoles et une stabilité du nombre d'exploitations professionnelles, pour une surface agricole utile (SAU) de 5850 ha (près de 19 % de la surface CCHC).

Les alpages et zones pastorales, support de l'activité pastorale, sont particulièrement prisés par les habitants et les touristes pour la pratique de la randonnée estivale car ils sont parcourus par de **nombreux sentiers (pédestres, raquettes, équestre, VTT)** dont certains classés au Schéma Directeur des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) de la CCHC. L'alpage et la zone pastorale sont également le terrain de nombreux événements sportifs sur ces itinéraires (VTT, trails...) qui peuvent drainer une forte fréquentation sur certaines périodes. **Le domaine des Portes du Soleil propose plus de 400 km de sentiers balisés pour la pratique du trail.**

Les pratiques liées aux **sports d'hiver** sont également très présentes sur le territoire de la CCHC avec notamment la présence d'importants domaines skiables qui recouvrent une bonne partie du territoire :

- domaines relié aux Portes du Soleil : Avoriaz, Morzine, Les Gets, Montriond
- autres domaines : Roc d'Enfer (St Jean d'Aulps, faisant partie des Portes du Soleil), Bellevaux-La Chèvrerie (Bellevaux, reliée au Roc d'Enfer), Bellevaux-Hirmentaz (reliée aux Habères)
- un domaine nordique : Bellevaux – Les Mouilles.

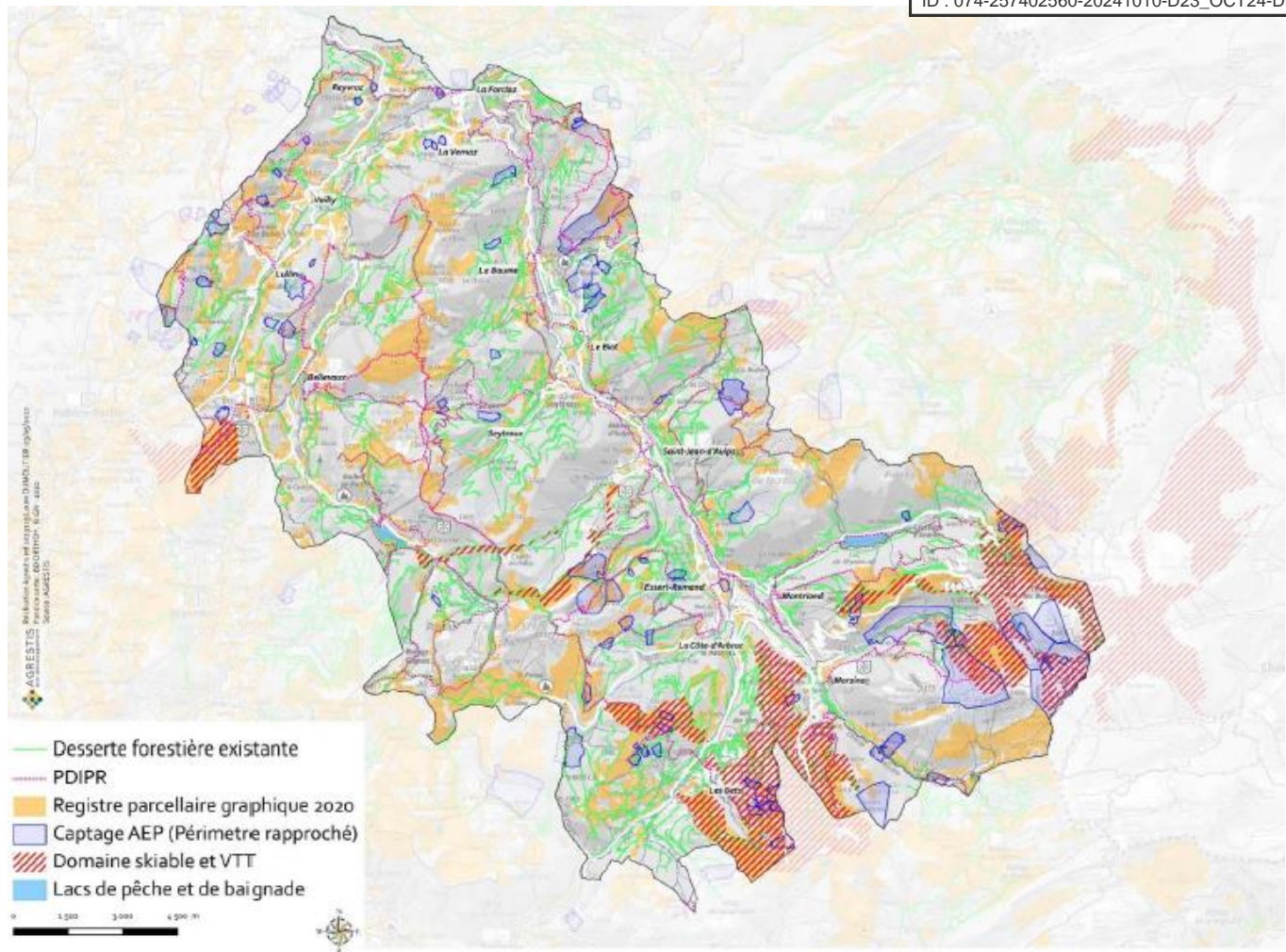
La pratique de la **raquette et du ski de randonnée**, très fréquente dans l'ensemble des massifs du territoire, peut également être citée. Le dérangement hivernal causé sur certains secteurs a déjà conduit à la mise en place de zones de défens pour le tétras-lyre par exemple.

Les **pêcheurs** apprécient aussi ce territoire pour la ressource halieutique qu'il représente, entre rivières et lacs de moyenne montagne.

La **baignade et les sports d'eau vive** sont très présents sur le territoire, avec 2 lacs dédiés (lac de Montriond et lac des Ecoles) et la Dranse. La recherche de points frais d'agrément de baignade en lien avec les chaleurs estivales de plus en plus marquées tend à s'accroître, amenant une fréquentation importante autour de ces espaces naturels (lacs de montagne ou de plaine, cours d'eau, cascades). Il est tout autant nécessaire de citer la pratique de l'**escalade, du parapente et du vol libre en montagne** (plusieurs sites de décollage et d'atterrissage sur le territoire), ou la **chasse** qui viennent compléter ce panel varié.

Enfin, l'**usage des véhicules motorisés** dans les espaces naturels est aussi assez marqué pour des usages professionnels et de loisirs en lien avec le relief prononcé du secteur ainsi que lié à la présence de desserte et au survol de montagne (tout terrain, hélicoptère, avion, drones, etc.).

La multitude et la variété de ces usages sur un même territoire est vecteur de conflits d'utilisation de l'espace, de pressions générées sur les ressources naturelles et mérite un travail approfondi en matière de conciliation d'usages.

Carte 3 : Principaux usages présents sur le territoire du Haut-Chablais.**ARTICLE 3 : ENJEUX ET OBJECTIFS DU CONTRAT DEPARTEMENTAL HAUTE-SAVOIE NATURE**

Les enjeux identifiés pour le contrat de territoire sont :

- La **pression des pratiques de sports et loisirs sur les espaces naturels**, avec la maîtrise de la concentration des pressions dans les zones à forte pression touristique, la diversification raisonnée de l'offre d'activités en vue du maintien de l'attractivité du territoire et l'encadrement des pratiques ;
- La **fonctionnalité et la diversité des milieux naturels** avec la sensibilisation des acteurs à la mosaïque fonctionnelle des milieux et l'importance de sa conservation pour répondre aux effets du changement climatique, leur gestion systémique, et une dynamique favorable des espaces agricoles ;
- Les **pressions d'usages sur les ressources naturelles** (eau et sols sensibles), que ce soit en vue d'un équilibre fonctionnel, en prévention des risques naturels ou pour leur protection ;
- La **qualité du cadre de vie rural et naturel**, avec la gestion des interfaces entre milieux naturels et aménagés, la pédagogie et des pratiques adaptées, ainsi que la prise en compte des aménités environnementales.

A partir de ces quatre enjeux, six axes stratégiques ont été retenus :

- A. Concilier les usages** (économiques / loisirs, ressources) et les fonctions (de support de biodiversité, de production, de cadre de vie) **de l'espace** ; en adaptation aux effets du changement climatique ;

- B. Préserver la diversité des milieux et éviter les risques d'homogénéisation**, en adaptation aux effets du changement climatique ;
- C. Améliorer la communication concernant la valeur (écologique et paysagère)** des réservoirs de biodiversité et des espaces de « nature ordinaire » ;
- D. Porter / soutenir la gestion et la gouvernance des milieux réservoirs de biodiversité** en particulier face aux effets du changement climatique ;
- E. Etablir une gestion foncière cohérente par l'animation foncière** sur les milieux d'intérêts écologiques et /ou agropastoraux et/ou forestiers ;
- F. Protéger par des moyens de surveillance et/ou réglementaire** les zones à fort intérêt écologiques et paysagers.

Ces axes ont été déclinés en un programme d'actions à mettre en œuvre sur la période du contrat 2025 – 2027.

ARTICLE 4 : LE PROGRAMME D'ACTIONS DU CONTRAT DEPARTEMENTAL HAUTE-SAVOIE NATURE

4.1 Principe de mise en œuvre

Le Département coordonne le contrat et anime le dispositif auprès des porteurs de projet. Cela se fera entre autres par :

- l'animation d'un Comité de Territoire annuel faisant le bilan de sa mise en œuvre ;
- l'assistance technique aux dépôts de dossiers et remontées de dépenses des maîtres d'ouvrage.

Le rôle de la CCHC est de faciliter la démarche d'ensemble en relation avec le Département et les acteurs locaux. Elle s'assure de la cohérence des actions avec le projet de l'agglomération et les enjeux globaux du territoire.

Les maîtres d'ouvrage sont chargés chacun de la mise en œuvre du contrat dans le cadre de leurs compétences et champs d'intervention.

4.2 Programme d'actions

Le contrat se compose de 9 fiches-actions transversales et 6 fiches-actions spécifiques aux sites proposés à la labellisation Haute-Savoie Nature au titre des ENS :

- Fiche 0 : Animer et suivre le contrat ;
- Fiche 1 : Connaître, gérer et préserver la ressource en eau et les milieux aquatiques et humides ;
- Fiche 2 : Encadrer un accueil respectueux de l'environnement ;
- Fiche 3 : Mettre en œuvre des travaux d'équipements pastoraux ;
- Fiche 4 : Mettre en œuvre des travaux de restauration de milieux pastoraux ;
- Fiche 5 : Reconquérir les zones de coteaux intermédiaires enfrichés ;
- Fiche 6 : Renforcer la biodiversité forestière face au changement climatique ;
- Fiche 7 : Préserver et cultiver le végétal local ;
- Fiche 8 : Animer le foncier ;
- Fiche A : Vallée de Chérevaux ;
- Fiche B : Col de l'Encrenaz – Col Ratti ;
- Fiche C : Lac de Vallon ;
- Fiche D : Lac des Mines d'Or – Col de Cou ;
- Fiche E : Rives du Torrent de Seytroux ;
- Fiche F : Plateau des Mouilles.

Ce programme mobilise plusieurs maîtres d'ouvrage : les 15 communes du territoire, 5 AFP, la CCHC, le SM3A, le SIAC, le Conseil Départemental 74. Le CPIE Chablais-Léman, ainsi que l'ONF et le CRPF sont désignés maîtres d'ouvrage pour mémoire (pas de coût associé).

Le montant prévisionnel du programme d'actions s'élève à 4 535 502 € dont 4 081 812 € HT en investissement et 453 690 € TTC en fonctionnement.

La contribution prévisionnelle du Département s'élève à 1 799 759 € en investissement (dont 32 520 € en lien avec le Plan Forêt) et 75 248 € en fonctionnement.

Le détail des plans de financement est précisé dans chaque fiche action (cf recueil en annexe 2) et globalisé dans le tableau de financement générique (cf annexe 1).

Maîtrises d'ouvrage	N° Référence fiches actions portées (sous-opérations)
CCHC	1.1.7, 1.2.1, 1.2.3, 1.3.2, 2.1.1, 2.1.2, 2.1.3, 2.1.4, 2.1.5, 2.2.1, 2.2.2 (en partie), 2.2.3, 2.3.1, 2.3.2, 2.3.3, 2.4.1, 2.4.2, 2.4.3, 2.4.4, 2.4.5, 4.2.1, 4.2.2, 5.1, 6.2.1, 7.2.1, 7.2.2
SM3A	1.1.1, 1.1.2, 1.1.3, 1.1.4, 1.1.5, 1.1.6
SIAC	1.3.3, 1.4.1, 8.3.1
CD74	0.1.1, 8.5
Commune de Bellevaux	1.2.2, 5.2, C.1
Commune d'Essert-Romand	5.2
Commune de La Baume	6.1.3
Commune de La Côte d'Arbroz	3.1, 3.2, 4.1, 4.2.3, 4.3, 5.2
Commune de La Forclaz	5.2
Commune de La Vernaz	5.2
Commune du Biot	3.2, 4.3, 5.2, 8.2.1
Commune des Gets	3.2, 3.4, 4.3, 5.2, 6.1.2, 8.4.1
Commune de Lullin	1.2.2
Commune de Montriond	1.2.2, 2.2.2, 5.2, 6.1.2, A.1, 8.4.1
Commune de Morzine	1.2.2, 2.2.2, 5.2, D.1, 8.4.1
Commune de Reyvroz	1.2.2, 3.2, 3.4, 4.3, 5.2, 6.1.3
Commune de Saint Jean d'Aulps	1.2.2, 3.2, 3.5, 4.3, 5.2, 8.1.2
Commune de Seytroux	3.1, 3.2, 4.3, 6.1.2, E.1, 6.1.3
Commune de Vailly	1.2.2, 3.2, 4.3, 5.2, 6.1.2, 8.2.2
AFP de La Forclaz – La Baume	3.2, 3.4, 4.3
AFP de La Vernaz	4.3
AFP d'Ouzon	3.1, 3.2, 4.3
AFP de Seytroux	3.1, 3.2, 3.3, 4.2.3, 4.3
AFP Vallée de la Manche	3.2, 4.3
CPIE Chablais-Léman	1.3.1 (pour mémoire)
ONF/CRPF	6.1.1 (pour mémoire)
Non définie à ce jour	A.2, B.2, C.2, D.2, E.2, F.2

La sous-opération portée par le CPIE Chablais-Léman est indiquée en italique ci-dessus, ainsi que dans le tableau global (cf. Annexe 1), uniquement pour mémoire, car son périmètre dépasse celui du territoire de la CCHC et son financement est assuré dans un autre cadre, tout comme son suivi. L'action portée par l'ONF et le CRPF est également inscrite pour mémoire, car elle n'engage pas de financement propre et relève des missions de ces établissements. Leurs avancements seront néanmoins présentés dans les instances de gouvernance de ce présent contrat par le Département.

La sous-opération 6.1.2 « Réaliser des travaux sylvicoles pour adapter les peuplements forestiers vulnérables au changement climatique ou sinistrés, ou au risque incendie » s'inscrit dans le cadre du Plan Forêt (axe 1) du Département, dont les modalités de financement sont définies dans la fiche-action correspondante.

L'AFP de Seytroux est indiquée comme maître d'ouvrage sans être signataire du présent Contrat car l'association est en cours de création. Elle pourra prétendre à des subventions, au même titre que les signataires, pour mettre en œuvre les actions identifiées (cf. tableau ci-dessus) sans nécessiter la signature d'un avenant.

ARTICLE 5 : INSCRIPTION DES SITES HAUTE-SAVOIE NATURE A L'INVENTAIRE DEPARTEMENTAL AU TITRE DES ENS

5.1 Durée de labellisation

Le financement par le biais de la Taxe d'Aménagement des travaux de conservation et de restauration des milieux naturels entraîne l'inscription des sites Haute-Savoie Nature ci-dessous au **réseau départemental au titre des ENS**. D'une durée précédente de 30 ans, la labellisation Haute-Savoie Nature des sites au titre des ENS est dorénavant portée à une durée de **99 ans**.

Il est rappelé que **10 sites représentant 79,295 ha sont déjà labellisés sur ce territoire** (cf carte globale en annexe 3) :

Nom du site	Commune(s)	Type de milieu	Surface (ha)	Maître d'ouvrage	Date de création
ZH des Mouilles Rondes Est	Les Gets	Zone humide	3,7	SM3A	2018
ZH Mouille Ronde	Les Gets	Zone humide	1,6	SM3A	2018
ZH des Grains d'Or	Les Gets	Zone humide	8,7	SM3A	2018
ZH de Guefataz	Les Gets	Zone humide	1,8	SM3A	2018
ZH des Places Ouest	Les Gets	Zone humide	0,9	SM3A	2018
ZH des Plans de la Vouagère	Les Gets	Zone humide	2,1	SM3A	2018
ZH de Plan Bôdit	Les Gets	Zone humide	0,895	SIAC	2018
Tourbière des Chavannes	Les Gets	Zone humide	12,5	SIAC	2018
Forêts Départementales du Chablais*	Le Biot	Milieu forestier	35,8	CD74	2008
Risse*	Bellevaux	Rivière	11,3	SM3A	2019

* Le périmètre de ces sites ENS dépassent les limites du territoire de la CCHC. Seules les communes concernées et les surfaces comprises sur le territoire intercommunal sont indiquées dans le tableau.

5.2 Evolution des périmètres labellisés

Au vu de l'article 8 suivant – paragraphe « 8.3 Stratégie foncière », le Département propose l'instauration d'une zone de préemption ENS sur l'ensemble des sites labellisés Haute-Savoie Nature. Cette démarche pourra le cas échéant aboutir à l'évolution des périmètres des sites.

5.3 Nouveaux sites proposés

Le présent contrat de territoire a vocation à labéliser les **6 nouveaux sites Haute-Savoie Nature** suivants au titre des ENS à l'approbation de leur plan de gestion (cf carte globale en annexe 3), représentant une surface estimative de plus de 3 000 ha :

Nom du site	Commune(s)	Type de milieu	Maître d'ouvrage
Vallée de Chéravaux	Montriond	Mosaïque	Commune de Montriond
Col de l'Encrenaz – Col Ratti	La Côte d'Arbroz	Mosaïque	Commune de la Côte d'Arbroz
Lac de Vallon	Bellevaux	Mosaïque	Commune de Bellevaux
Lac des Mines d'Or – Col de Cou	Morzine, Samoëns	Mosaïque	Commune de Morzine
Rives du Torrent de Seytroux	Seytroux	Zone humide, cours d'eau	Commune de Seytroux
Plateau des Mouilles	Bellevaux	Zone humide	Commune de Bellevaux

A noter que l'élaboration d'un plan de gestion sur le Mont Forchat, porté par le territoire de Thonon Agglomération, va démarrer en 2025. Ce futur site qui sera labellisé comporte une partie de son périmètre sur le territoire de la CCHC (commune de Lullin).

ARTICLE 6 : ENGAGEMENT DE LA CCHC

La CCHC a assuré la maîtrise d'ouvrage des études préalables au contrat permettant la rédaction du diagnostic, des fiches actions et du document contractuel. A ce titre, la CCHC joue un rôle d'appui auprès du Département et facilite la démarche d'ensemble en relation avec le Département et les acteurs locaux. Elle s'assure de la cohérence des actions avec le projet de l'intercommunalité et les enjeux globaux du territoire.

Elle fait également partie des maîtres d'ouvrage des actions du contrat, au même titre que les communes qui la composent, des associations, organismes professionnels et publics intervenant sur le territoire.

ARTICLE 7 : ENGAGEMENT DES MAÎTRES D'OUVRAGE

7.1 Engagements généraux

Les maîtres d'ouvrage, chacun en ce qui le concerne, s'engagent à réaliser les actions telles que prévues dans les fiches actions (FA) annexées au présent contrat.

Ils informent le Département de toute(s) évolution(s) significative(s) de leur(s) projet(s) : avancement, modifications techniques, modification de calendrier prévisionnel de réalisation, évolutions budgétaires...

Dans le cas d'opérations complexes d'aménagement et notamment pour l'élaboration des plans de gestion des futurs sites Haute-Savoie Nature ainsi que leur mise en œuvre, les maîtres d'ouvrage s'engagent à associer la CCHC et le Département au suivi de la définition de projet afin de garantir la prise en compte des orientations du contrat et de la politique des ENS dans la préparation dudit projet et ainsi garantir son éligibilité au soutien financier du Département au titre des ENS.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à optimiser, dans la mesure du possible, les plans de financement des opérations en sollicitant d'autres co-financeurs potentiels : Région Auvergne-Rhône-Alpes, Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée, Etat, Union Européenne, etc. La contribution prévisionnelle du Département sera revue en conséquence.

7.2 Engagements spécifiques en site labellisé Haute-Savoie Nature au titre des ENS

Les sites concernés feront l'objet d'un contrat spécifique qui aborde les thèmes suivants :

7.2.1 Garanties en matière de gestion

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à élaborer puis mettre en œuvre un plan de gestion du site labellisé. Le détail de cette action est défini pour une période triennale et soumis au Département pour approbation.

Si, lors de la phase d'animation foncière, des impossibilités de mise en œuvre des actions de gestion venaient à apparaître, les maîtres d'ouvrage s'engagent à en informer le Département et le plan de gestion serait adapté en conséquence.

7.2.2 Maîtrise d'usage

A l'intérieur du périmètre adéquat d'intervention, les parcelles sont propriétés publiques ou privées.

Lorsque les parcelles sont propriété publique, celles-ci sont gérées selon le plan de gestion du site approuvé.

Les maîtres d'ouvrage peuvent autoriser l'usage des parcelles qui leur appartiennent notamment pour l'agriculture, la sylviculture, l'élevage, la chasse, la pêche sous réserve que ces usages contribuent à l'entretien et à l'équilibre du site et lorsqu'ils ne compromettent pas les objectifs de préservation du milieu et d'ouverture au public tels que définis dans le plan de gestion du site.

Le cas échéant, les maîtres d'ouvrage fixent dans des conventions d'occupation temporaires conclues avec les occupants bénéficiaires de l'autorisation mentionnée à l'alinéa précédent les règles de gestion garantissant le respect de ces objectifs.

Lorsque les parcelles sont la propriété de particuliers, elles ont vocation à faire l'objet de convention avec

leurs propriétaires ou leurs occupants qui le consentent, afin de garantir une gestion compatible avec les objectifs de préservation du milieu et d'ouverture au public.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à porter à connaissance du Département de la Haute-Savoie ces conventions si nécessaire.

7.2.3 Garanties en matière de valorisation des sites Haute-Savoie Nature

Tout site Haute-Savoie Nature au titre des ENS doit être valorisé auprès des publics. Cependant, l'intérêt patrimonial des sites (présence d'espèces ou d'habitats protégés...) peut les rendre particulièrement fragiles et vulnérables à la fréquentation, au piétinement. Aussi, tout projet de valorisation devra être spécifiquement adapté aux caractéristiques propres du site.

Par ailleurs, les maîtres d'ouvrage s'engagent à associer autant que possible la population locale dans la gestion et/ou la valorisation du site. Ils définiront les modalités de cette association.

Garanties en matière d'ouverture au public

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à ouvrir les sites au public, de façon temporaire ou permanente, avec ou sans aménagements particuliers, sauf s'il est démontré dans le plan de gestion en quoi la sensibilité du milieu est incompatible avec l'ouverture au public en application des dispositions de l'article L.130-5 du Code de l'Urbanisme.

Garanties en matière de valorisation pédagogique

Les maîtres d'ouvrage et la CCHC s'engagent à développer des outils de communication et/ou pédagogiques pour sensibiliser les divers publics à la connaissance et à la préservation des sites labellisés Haute-Savoie Nature au titre des ENS sur le territoire.

Le Département est à la fois le garant et l'animateur du réseau des sites Haute-Savoie Nature au titre des ENS de la Haute-Savoie. Il peut prendre l'initiative d'actions de sensibilisation sur les sites classés à l'échelle départementale. Les communes maîtres d'ouvrage et la CCHC s'engagent à participer à la mise en œuvre de ces programmes départementaux.

7.2.4 Garanties foncières

L'usage des sols est réglementé par le règlement du PLUi.

Les collectivités compétentes en matière d'urbanisme amènent des garanties en termes de maîtrise foncière des sites. Pour cela, elles s'engagent, pour une durée de 99 ans à :

❖ Lorsqu'elles sont propriétaires :

- faire insérer légalement dans l'acte de propriété (lors de l'acquisition ou dans un délai de 3 ans) :
 - l'objectif de maintenir le caractère agricole ou naturel de la parcelle (affectation de l'espace) ;
 - une clause de restriction du droit de disposer pour préciser l'inconstructibilité de la parcelle sauf pour des raisons liées à la gestion du milieu y compris l'exploitation agricole ou à l'accueil du public ;
- ne pas initier une procédure de déclassement, de vente ou d'aliénation pendant la durée du présent contrat, sauf projet d'intérêt général ou nécessaire au fonctionnement du service public.

❖ Pour l'ensemble des sites et quelle que soit la propriété :

- inscrire les fonds en zone N ou A du PLUi ou à l'y laisser en cas de révision.

7.2.5 Comité de site

Chaque site Haute-Savoie Nature est doté par le maître d'ouvrage d'un comité de site composé du Département de la Haute-Savoie, de la CCHC, de la/les commune(s) concernée(s) ainsi que de toutes les personnes qu'ils jugeront pertinentes (élus, gestionnaires, usagers, riverains, services de l'Etat, associations). Ce comité formule des avis et propositions pour l'aménagement et la gestion du site. Il formule notamment un avis sur le plan de gestion. Ce comité se réunit au moins une fois par an, notamment pour évaluer le rapport annuel d'activité du site. Cette gouvernance est davantage détaillée dans l'article 10 suivant.

7.2.6 Connaissance des sites

Les maîtres d'ouvrage restent détenteurs des informations et données sur le milieu naturel qu'ils collectent sur les sites et le territoire de l'intercommunalité, mais ils s'engagent à fournir au Département et à la CCHC toutes les informations, en particulier celles qui pourraient contribuer à nourrir la politique menée dans le cadre du Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles et du présent contrat.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent, sous réserve de l'accord des propriétaires publics ou privés, à laisser les personnes mandatées par le Département de la Haute-Savoie, après en avoir informé le Comité de Territoire, à réaliser les études nécessaires au suivi de la politique menée dans le cadre du Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles sur les sites.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à tenir informé le Département de toute évolution des sites (surface, mode de gestion...).

ARTICLE 8 : ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

8.1 Engagements techniques

Le Département est l'animateur du présent contrat. A ce titre, il assure en lien avec la CCHC, le suivi du contrat et veille au bon déroulement du programme d'actions défini avec les maîtres d'ouvrage et partenaires. Il réunit le comité de territoire, le comité technique, ainsi que les groupes de travail, et en assure l'animation.

Il peut accompagner les maîtres d'ouvrage dans l'exécution de leurs actions lorsque cela est nécessaire en mettant à disposition l'ingénierie territoriale, notamment pour les projets complexes, sur la base d'une sollicitation spécifique donnant lieu à la signature d'une convention et après avis du Président.

Il est en charge de l'organisation (invitation, animation, compte-rendu) des différentes réunions menées dans le cadre du contrat. Cette gouvernance est davantage détaillée dans l'article 10.

8.2 Engagements financiers

Le montant des travaux pour la période 2025-2027 est estimé à 4 535 502 €, dont 4 081 812 € en investissement et 453 690 € en fonctionnement.

Selon les modalités en vigueur au titre de la politique ENS (délibération départementale n°CD-2022-188 du 12/12/2022) et à la date de signature du contrat, le soutien financier du Département est estimé à 1 842 487 € dont 1 767 239 € en investissement et 75 248 € en fonctionnement sur la période 2025-2027. Le soutien financier du Département au titre du Plan Forêt (délibération départementale n°CD-2023-0056) pourrait se porter à 32 520 €. Le plan de financement triennal détaillé est précisé en annexe 2.

L'engagement du Département n'est effectif que sur sollicitation des maîtres d'ouvrage et après décision de sa Commission Permanente. Pour chaque action, les maîtres d'ouvrage sollicitent le soutien du Département.

Le dossier de demande de subvention comprend :

- le courrier de demande du maître d'ouvrage ;
- la délibération du maître d'ouvrage approuvant le projet ;
- le descriptif du projet ;
- le calendrier prévisionnel du projet ;
- le plan de financement prévisionnel (en HT en investissement si récupération de la TVA et TTC en fonctionnement) ;
- l'attestation de non commencement des travaux ou la demande d'autorisation anticipée ;
- le statut foncier et état de l'urbanisme du site Haute-Savoie Nature (si besoin) ;
- la liste des parcelles du site à inscrire (si besoin) ;
- la cartographie du projet (plans, cartes, etc.).

ARTICLE 9 – ENGAGEMENT DES PARTENAIRES

Les partenaires signataires du présent contrat en partagent les enjeux et objectifs. Ils s'engagent chacun dans leur domaine de compétence à ne pas mettre en œuvre d'actions contradictoires au contrat dans le cadre de leur activité et à participer aux objectifs du présent contrat. Ils sont invités aux instances de gouvernance et se rendent disponibles en cas de sollicitation par les maîtres d'ouvrages ou le Département.

ARTICLE 10 - GOUVERNANCE

10.1. Le Comité de territoire (COTERR)

Le contrat est doté d'un Comité de territoire (COTERR) composé du Département, de la CCHC, des autres maîtres d'ouvrages et signataires, ainsi que des élus représentants de toutes les structures jugées pertinentes par le Département (cf annexe 4), et pour lequel des évolutions peuvent avoir lieu durant la phase de mise en œuvre du contrat.

Le Comité de territoire pourra associer, sans pouvoir décisionnaire, toute structure dont il jugera nécessaire la présence pour apporter un avis expert sur les sujets abordés (représentant d'usagers professionnels ou de loisirs, administration publique, expert...).

Le Département, en tant que pilote et garant de la mise en œuvre du contrat, organise et anime les réunions de ce Comité de territoire, qu'il préside. Ce dernier est l'instance décisionnaire du Contrat de territoire. Il suit et valide les étapes de la mise en œuvre du plan d'action du contrat. Il proposera les ajustements techniques et/ou financiers nécessaires. A ce titre, il étudie l'opportunité d'intégrer toute nouvelle action au contrat suite à la sollicitation par le maître d'ouvrage, sous condition qu'elle contribue à répondre aux objectifs dudit contrat et en la soumettant au vote. Ce Comité se réunira au moins une fois par an, notamment pour évaluer le rapport annuel d'activité du contrat.

Le Département se charge de rédiger les comptes rendus de ces échanges en lien avec la CCHC.

10.2. Le Comité technique (COTECH)

Le Comité technique (COTECH) est à vocation opérationnelle, il s'adresse donc aux techniciens des structures (ou à défaut les directeurs) et aux élus référents impliqués dans le suivi technique des dossiers du contrat. Il comprend les élus et les techniciens désignés du Département 74 et de la CCHC, les partenaires ainsi que les techniciens des maîtres d'ouvrages.

Il suit les étapes de l'élaboration et de la mise en œuvre opérationnelle du plan d'action du contrat. Il prépare le Comité de territoire, veille à l'avancement de la démarche, valide l'avancement du travail technique intermédiaire et propose des avis au comité de territoire sur les ajustements techniques et/ou financiers nécessaires.

Le comité technique est préparé, convoqué et animé par le Département qui assure également sa présidence et la rédaction des comptes rendus, en lien avec la CCHC.

Il se réunit au moins une fois par an, en amont du Comité de territoire.

10.3. Les Comités de site

Chaque site labellisé Haute-Savoie Nature au titre des ENS est doté par son maître d'ouvrage d'un comité de site composé de toutes les personnes que le Département et Thonon Agglomération jugeront pertinentes (élus, gestionnaires, services de l'Etat, associations). Le maître d'ouvrage co-anime ces réunions au côté du Département et en lien avec la CCHC, et en rédige les comptes rendus. Ce comité formule des avis et propositions pour l'aménagement et la gestion du site. Il formule notamment un avis sur le plan de gestion. Ce comité se réunit au moins une fois par an, notamment pour évaluer le rapport annuel d'activité du site.

Dans le cas de procédures parallèles sur les sites (Arrêté préfectoral de protection de biotope, Natura 2000, etc.), le Département, la CCHC et le maître d'ouvrage du site veilleront à étudier les opportunités d'instaurer des séances conjointes avec les instances de pilotage déjà en place.

Dans le cadre du contrat, le Comité de Territoire pourra également faire office de Comité de site si cela est pertinent.

10.4. Les groupes thématiques

Les différents groupes de travail thématiques sont sollicités autant que nécessaire dans l'année puisqu'ils favorisent le suivi technique du contrat, en lien avec les maîtres d'ouvrage et partenaires du contrat. Ils seront convoqués et animés par le Département, qui assure également l'écriture des comptes rendus afférents.

ARTICLE 11 : COMMUNICATION ET INFORMATION

La communication sur la démarche d'ensemble du contrat départemental Haute-Savoie Nature du Haut-Chablais menée auprès du public et des différentes institutions et organismes professionnels du territoire est assurée par le Département. Celle-ci mentionnera la CCHC en tant que pilote de l'élaboration du contrat sur son territoire. Le Département invitera la CCHC à toute manifestation qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du contrat de son territoire.

La communication opérationnelle par les différents maîtres d'ouvrage relative aux actions qu'ils conduisent dans le cadre du contrat devra être conforme aux exigences de communication institutionnelle du Département et validée par lui.

Tout document ou opération de communication sur le projet (panneaux d'information sur les sites, plaquettes, site internet, événementiel, sorties nature...) fera mention de son classement à l'inventaire des sites Haute-Savoie Nature au titre des ENS le cas échéant et fera apparaître le logo du Département selon la charte en vigueur (disponible sur www.hautesavoie.fr/charte-graphique). Il conviendra également d'y faire figurer l'aide du Département. Celle-ci sera aussi mentionnée lors des relations presse (interviews, communiqués de presse, publications sur les réseaux sociaux...).

Le Département doit être systématiquement identifié sur les réseaux sociaux des parties. L'inscrire comme co-organisateur des événements Facebook (et autre réseaux sociaux) menés. Les hashtags du Département à utiliser sont : #Dep_74 et #HauteSavoie.

La CCHC et les autres maîtres d'ouvrage des actions du contrat s'engagent à inviter le Département à tout événement à destination du public (grand public, scolaire, élus...) ayant trait à la mise en œuvre du contrat. Ils fourniront également copie des articles publiés faisant mention du soutien du Département.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à mettre en place et à maintenir toute signalétique particulière qui pourrait être adoptée par le Département pour les sites labellisés Haute-Savoie Nature au titre des ENS.

Les sites concernés par les actions du présent contrat paraîtront dans les publications du Département sur les ENS.

Le Département s'engage à intégrer ce projet à l'inventaire départemental des ENS et par conséquent dans son tableau de bord.

En cas de non-respect de la clause « communication », il pourra en être tenu compte lors de l'examen des demandes de subventions.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE DES PARTIES

Les maîtres d'ouvrage sont seuls responsables de la mise en œuvre de leurs propres actions du Contrat Départemental Haute-Savoie Nature du Haut-Chablais.

Le Département en tant qu'animateur du présent contrat a la responsabilité de rappeler aux maîtres d'ouvrage leurs engagements (mise en œuvre des actions, rendu compte au Département, etc.).

ARTICLE 13 - DUREE DU CONTRAT

L'engagement financier lié au présent contrat est de 3 ans. Il est renouvelable après évaluation du présent contrat et sur présentation d'un nouveau programme triennal de gestion. Il démarre à la date de signature officielle du contrat et s'achève au 31 décembre 2027. Toute demande de subvention relative à la mise en œuvre de ce contrat de territoire devra être transmise au Département avant le 31 décembre 2027.

Le Département pourra s'opposer au transfert de maîtrise d'ouvrage d'action à une structure qui n'aura pas reçu son agrément.

ARTICLE 14 - BILAN DU CONTRAT

Le contrat fera l'objet d'un bilan technique réalisé et présenté par le Département au Comité de Territoire, préalable à l'élaboration d'un nouveau programme d'actions triennal qui fera l'objet d'un éventuel nouveau contrat.

ARTICLE 15 - RESILIATION POUR FAUTE

En cas de méconnaissance par l'une des parties des engagements pris dans les articles 6, 7 et 8, la partie la plus diligente sollicite par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée à la partie considérée comme fautive, la mise en œuvre d'une procédure de conciliation.

La partie destinataire de la demande de mise en œuvre de la procédure de conciliation dispose d'un délai de 30 jours pour y répondre favorablement. Son absence de réponse vaut rejet implicite.

En cas de réponse favorable, les deux parties se réunissent, dans un délai de 30 jours calendaires à compter de cette décision, afin d'étudier les modalités de règlement amiable du différend.

En cas d'absence de réponse, de réponse défavorable ou dans le cas où dans un délai de soixante jours calendaires à compter de réunion, les parties ne parviennent pas à l'adoption d'un règlement amiable, la partie ayant constaté le manquement adresse à la partie considérée fautive une mise en demeure de se conformer à ses obligations, dans un délai de 30 jours calendaires commençant à courir à compter de la réception de la mise en demeure.

Si la partie mise en demeure ne se conforme pas à ses obligations dans le délai de 30 jours calendaires imparti, la partie ayant adressée la mise en demeure pourra résilier unilatéralement la présente convention, pour faute.

Le prononcé de la résiliation pour faute entraîne automatiquement la perte du label, l'arrêt du versement des subventions en cours et le remboursement des aides versées au titre du présent contrat, au prorata des actions réalisées.

ARTICLE 16 - LITIGES

A l'exclusion des différends nés de la méconnaissance par l'une ou l'autre des parties des engagements visés aux articles 6, 7 et 8 faisant l'objet de la procédure décrite en article 14, les différends nés de l'exécution et/ou de l'interprétation du présent contrat sont traités selon la procédure ci-après décrite.

La partie la plus diligente expose, dans un mémoire, les motifs du différend et toutes les conséquences de nature administrative, technique et/ou financière qui en résultent selon elle.

Ce mémoire est transmis par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie.

La partie ayant reçu le mémoire notifie à l'autre partie sa proposition pour le règlement du différend dans un délai de trente jours calendaires à compter de la date de réception du mémoire.

L'absence de proposition de la partie ayant reçu le mémoire dans ce délai équivaut à un rejet de la demande.

Dans le cas où la partie ayant produit le mémoire ne s'estime pas satisfaite de la décision, explicite ou implicite, de l'autre partie, les parties conviennent de tenter, avant toute saisine d'une juridiction, une procédure de conciliation amiable.

Pour ce faire, les parties se réunissent, dans un délai de 30 jours calendaires à compter de cette décision, afin d'étudier les modalités de règlement amiable du différend.

Dans le cas où dans un délai de soixante jours calendaires à compter de cette réunion, les parties ne parviennent pas à l'adoption d'un règlement amiable, le différend peut alors être soumis au tribunal administratif de Grenoble à la requête de la partie la plus diligente.

Fait en 26 exemplaires, à Annecy, le

2024,

La Présidente de la Communauté de
Communes du Haut-Chablais

Yannick TRABICHET

Le Président du Conseil départemental 74

Martial SADDIER

La Présidente du Syndicat Intercommunal
d'Aménagement du Chablais

Géraldine PFLIEGER

Le Président du Syndicat Mixte
d'Aménagement de l'Arve et de ses Abords

Bruno FOREL

Le Maire de la Commune de Bellevaux

Jean-Louis VUAGNOUX

Le Maire de la Commune d'Essert Romand

Jean-François MUFFAT

Le Maire de la Commune de la Baume

Jean-François MENOUD

Le Maire de la Commune de La Côte
d'Arbroz

Sophie MUFFAT

Le Maire de la Commune de La Forclaz

Maryse GRENAT

Le Maire de la Commune de La Vernaz

Laurent HAUTEVILLE

Le Maire de la Commune de Le Biot

Henri-Victor TOURNIER

Le Maire de la Commune de Les Gets

Henri ANTHONIOZ

Le Maire de la Commune de Lullin

Alain DEGENEVE

Le Maire de la Commune de Montriond

Jean-Claude DENNE

Le Maire de la Commune de Morzine

Jean-François BERGER

Le Maire de la Commune de Reyvroz

Gérald LOMBARD

Le Maire de la Commune de Saint Jean
d'Aulps

William CHALENÇON

Le Maire de la Commune de Seytroux

Jean-Claude MORAND

Le Maire de la Commune de Vailly

Yannick TRABICHET

Le Président de l'AFP de La Forclaz-La
Baume

Jérôme HAUTEVILLE

Le Président de l'AFP de la Vernaz

Patrick GARIN

Le Président de l'AFP d'Ouzon

Jean-Pierre VULLIEZ

Le Président de l'AFP Vallée de la Manche

Josette VERNET

Le Président de la Fédération
Départementale pour la Pêche et la
Protection des Milieux Aquatiques 74

Yann MAGNANI

La Président du Centre Permanent
d'Initiatives pour l'Environnement Chablais –
Léman

Carole LOUSAO

Le Directeur de l'Office Nationale des Forêts
– Agence Savoie Mont-Blanc

François-Xavier NICOT

Envoyé en préfecture le 17/10/2024

Reçu en préfecture le 17/10/2024

Publié le

ID : 074-257402560-20241010-D23_OCT24-DE

S²LOW

MAÎTRES D'OUVRAGES :



ESSERT - ROMAND

LA VERNAZ



LULLIN



REYVROZ



+ 5 AFP : La Forclaz-La Baume, La Vernaz, Ouzon, Seytroux, Vallée de la Manche

+ propriétaires privés/GP

LE DEPARTEMENT PRESERVE LES ESPACES NATURELS



PARTENAIRES :



CHABLAIS - LÉMAN



hautesavoie.fr



Tableau financier synthétique
Contrat départemental Haute-Savoie Nature du Haut-Chablais 2025-2027

Envoyé en préfecture le 17/10/2024

Reçu en préfecture le 17/10/2024

Publié le

ID : 074-257402560-20241010-D23_OCT24-DE CHABLAIS



ACTIONS/ OPERATIONS			SOUS-OPERATIONS	Maitres d'ouvrage	Nature des opérations	Montant tot. investissement	Montant tot. fonctionnement	Autre financement	Taux subvention CD74 indicatif 0 à ...	Montant subvention indicatif CD74		Autofinancement MO
										Investissement	Fonctionnement	
0. ANIMER ET SUIVRE LE CONTRAT						0 €	0 €					
0.1	Animer et suivre le contrat	0.1.1	Dédier un chargé de mission à l'animation du Contrat départemental Haute-Savoie Nature	CD74	Animation		Internalisé		100%	-	X	0%
1. CONNAÎTRE, GERER ET PRÉSERVER LA RESSOURCE EN EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES ET HUMIDES						366 500 €	144 600 €					
1.1	Poursuivre et mettre en œuvre un plan d'action des zones humides à l'échelle de la commune des Gets sur des zones pré-ciblées	1.1.1	Etude hydrologique de 3 zones humides	SM3A	Etude	33 000 €		50 % possible AERMC	30%	9 900 €		20%
		1.1.2	Identification des impacts ski/VTG sur les zones humides et préconisations de gestion	SM3A	Etude	40 000 €		50 % possible AERMC	30%	12 000 €		20%
		1.1.3	Réalisation d'un diagnostic pastoral et préconisations des bonnes pratiques agricoles	SM3A	Etude	15 000 €		AERMC possible biodiv.	50%	7 500 €		Entre 20 et 50 %
		1.1.4	Elaboration et mise à jour de notices de gestion	SM3A	Etude	33 500 €		50 % possible AERMC	30%	10 050 €		20%
		1.1.5	Travaux de restauration hydraulique et de gestion	SM3A	Travaux	100 000 €		50 % possible AERMC	30%	30 000 €		20%
		1.1.6	Animation foncière et territoriale	SM3A	Animation		16 800 €	Subvention globale poste AERMC possible	Non éligible			A définir
		1.1.7	Actions ciblées de sensibilisation	CCHC	Animation		20 000 €		Non éligible			100%
1.2	Développer et mettre en œuvre un plan de sensibilisation sur des zones humides ciblées	1.2.1	Elaborer le plan de sensibilisation pour les 5 réseaux de ZH ciblés	CCHC	Etude		60 000 €	AERMC possible biodiv.	50%		30 000 €	Entre 20 et 50 %
		1.2.2	Mettre en œuvre les actions du plan : gestion de l'accessibilité, signalétique, foncier	Communes de Reyvroz, Bellevaux, St Jean d'Aulps, Vailly, Lullin, Essert-Romand, Montriond, Morzine	Travaux	115 000 €			50%	57 500 €		50%
		1.2.3	Mettre en œuvre les actions du plan : suivi espèces à enjeux, sensibilisation des propriétaires	CCHC	Etude, animation		15 000 €		20%		3 000 €	80%
1.3	Sensibiliser la population locale et les professionnels à un usage raisonné de la ressource en eau, à la préservation des milieux aquatiques et humides	1.3.1	Sensibiliser le grand public à l'eau et au changement climatique au jardin	CPIE	Animation		pour mémoire	70 % AERMC AMI 2023	Hors CDHNS			
		1.3.2	Equiper les particuliers en récupérateurs d'eau pluviale	CCHC	Animation, fournitures	30 000 €	5 000 €		Non éligible			100%
		1.3.3	Sensibiliser les acteurs professionnels	SIAC	Animation		20 800 €		20%		4 160 €	80%
1.4	Accompagner le territoire dans la compréhension de la gouvernance de la ressource en eau	1.4.1	Sensibilisation des élus au volet quantitatif et réglementaire lié à la ressource en eau	SIAC	Animation		7 000 €		20%		1 400 €	80%
2. ACCOMPAGNER UN ACCUEIL RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT						306 025 €	56 275 €					
2.1	Accompagner les sports de plein air pour la préservation des milieux	2.1.1	Equiper les zones de quiétudes de la faune sauvage sensible à la fréquentation	CCHC	Etude, travaux	62 025 €			50%	31 013 €		50%
		2.1.2	Former les moniteurs de pratiques sportives de plein air à la préservation des milieux naturels	CCHC	Animation		2 250 €		50%		1 125 €	50%
		2.1.3	Intégrer la préservation des milieux dans les compétitions sportives	CCHC	Animation		12 600 €		50%		6 300 €	50%
		2.1.4	Communiquer auprès des élus des collectivités	CCHC	Animation		5 250 €		Non éligible			100%
		2.1.5	Fournir l'équipement des écogardes	CCHC	Fourniture	25 000 €			50%	12 500 €		50%
2.2	Réaliser des chantiers de restauration de milieux dégradés	2.2.1	Accompagner les communes : assistance et expertise techniques	CCHC	Etude, animation		8 500 €		Non éligible			100%
		2.2.2	Réaliser des travaux de restauration de milieux dégradés par les sports de plein air	Communes de Morzine et Montriond ; CCHC	Travaux	120 000 €			50%*	60 000 €		50%
		2.2.3	Canaliser la fréquentation, communiquer via des panneaux	CCHC	Fourniture	24 000 €			50%*	12 000 €		50%
2.3	Valoriser l'activité pastorale et sensibiliser au regard des enjeux majeurs	2.3.1	Réaliser une cartographie des chiens de protection	CCHC	Etude		4 500 €		Non éligible			100%
		2.3.2	Informier et sensibiliser les professionnels du tourisme	CCHC	Animation		4 875 €		A définir		A définir	A définir
		2.3.3	Réaliser un diagnostic de vulnérabilité des alpages aux grands prédateurs	CCHC	Etude		4 800 €		Non éligible			100%
2.4	Déployer des actions et outils de communication pour la promotion des bonnes pratiques en milieux naturels	2.4.1	Réaliser une campagne de communication	CCHC	Etude, fournitures	15 000 €			50%	7 500 €		50%
		2.4.2	Mettre en place des expositions photo	CCHC	Fourniture, pose	45 000 €			Non éligible			100%
		2.4.3	Installer des panneaux à l'entrée des sites forestiers et pastoraux	CCHC	Fourniture, pose	9 000 €			50%*	4 500 €		50%
		2.4.4	Fournir le matériel aux stands d'écogardes	CCHC	Fourniture	6 000 €			50%	3 000 €		50%
		2.4.5	Communiquer via les écogardes	CCHC	Animation		13 500 €		Non éligible			100%

Tableau financier synthétique
Contrat départemental Haute-Savoie Nature du Haut-Chablais 2025-2027

Envoyé en préfecture le 17/10/2024

Reçu en préfecture le 17/10/2024

Publié le

ID : 074-257402560-20241010-D23_OCT24-DE CHABLAIS



ACTIONS/ OPERATIONS		SOUS-OPERATIONS		Maitres d'ouvrage	Nature des opérations	Montant tot. investissement	Montant tot. fonctionnement	Autre financement	Taux subvention CD74 indicatif 0 à ...	Montant subvention indicatif CD74		Autofinancement MO
										Investissement	Fonctionnement	
3. METTRE EN ŒUVRE DES TRAVAUX D'EQUIPEMENTS PASTORAUX						510 000 €	0 €					
3.1	Voirie pastorale		Amélioration de la desserte interne, Création d'une desserte interne, Besoin de desserte (lié aux enjeux forestiers) Sécurisation de tronçons	Communes de la Côte d'Arbroz, AFP d'Ouzon, commune de Seytroux, AFP de Seytroux	Travaux	120 000 €			50%	60 000 €		50%
3.2	Amélioration de l'accès à la ressource en eau et potabilisation		Amélioration et création points d'abreuvement, Travaux de stockage et d'adduction, Amélioration de l'adduction, Réfection du captage et adduction, Création d'un stockage.	AFP; La Forclaz-La Baume, Ouzon, Vallée de la Manche, Seytroux Communes; La Vernaz, La Côte d'Arbroz, Le Biot, Les Gets, Reyvroz, St Jean d'Aulps, Seytroux, Vailly	Travaux	295 000 €			80%	236 000 €		20%
3.3	Conservation des chalets indispensables à la gestion pastorale et amélioration des abords (hors équipements productifs et commerciaux)		Amélioration du chalet	AFP de Seytroux	Travaux	25 000 €			50%	12 500 €		50%
3.4	Petits aménagements pour l'accueil du public et ajustements locaux du PDIPR		Besoin portillon + confortement toilettes sèches, Installation passage canadien (piste 4X4), Installation passage canadien (panneau sensibilisation).	AFP La Forclaz-La Baume, commune des Gets, commune de Reyvroz	Travaux	20 000 €			50%	10 000 €		50%
3.5	Abris d'urgence et pérennes en contexte de prédation		Création abri de berger pérenne	Commune de St Jean d'Aulps	Travaux	50 000 €			50%	25 000 €		50%
4. METTRE EN ŒUVRE DES TRAVAUX DE RESTAURATION DES MILIEUX PASTORAUX						303 250 €	5 200 €					
4.1	Réaliser le plan d'action de restauration de l'alpage dégradé		Diagnostic pastoral	Commune La Côte d'Arbroz	Travaux	3 250 €			50%	1 625 €		50%
4.2	Accompagner et réaliser les travaux de restauration	4.2.1	Planifier la mise en œuvre des préconisations du programme de prévention des pollutions en alpage	CCHC	Animation		1 950 €		50%		975 €	50%
		4.2.2	Accompagner la diminution des risques de pollution et suivi	CCHC	Animation		3 250 €		Non éligible			100%
		4.2.3	Traiter les effluents des bâtis d'alpage	AFP de Seytroux, commune de la Côte d'Arbroz	Travaux	50 000 €			50%	25 000 €		50%
4.3	Reconquérir les zones pastorales délaissées		Reconquête pastorale, Débroussaillage, Poursuite travail broyage et déssouchage, Réhabilitation du pâturage sur zones déboisées	AFP de La Forclaz-La Baume, La Vernaz, Ouzon, Vallée de la Manche, Seytroux ; Communes de La Vernaz, La Côte d'Arbroz, Le Biot, Les Gets, Reyvroz, St Jean d'Aulps, Seytroux, Vailly	Travaux	250 000 €			50%	125 000 €		50%
5. RECONQUERIR LES ZONES DE COTEAUX INTERMEDIAIRES ENFRICHEES						135 450 €	0 €					
5.1	Mener des études pré-travaux de réouverture			CCHC	Etude	15 000 €			50%	7 500 €		50%
5.2	Intervenir via des entreprises spécialisées sur les travaux de réouverture			Communes de Bellevaux, Le Biot, La Côte d'Arbroz, Essert Romand, La Forclaz, Les Gets, Montrioud, Morzine, Reyvroz, Saint Jean d'Aulps, Vailly, La Vernaz	Travaux	120 450 €			50%	60 225 €		50%
6. RENFORCER LA BIODIVERSITE FORESTIERE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE						89 200 €	35 000 €					
6.1	Adapter les peuplements aux futures conditions climatiques	6.1.1	Connaître et suivre les zones de forêts sensibles via un outil cartographique	ONF, CRPF	Etude		Pour mémoire					
		6.1.2	Réaliser des travaux sylvicoles pour adapter les peuplements forestiers vulnérables au changement climatique ou sinistrés, ou au risque incendie	Communes de Seytroux, Les Gets, Montrioud, Vailly ; Propriétaires privés ou GP de propriétaires (ASA)	Travaux	54 200 €			60%*	32 520 €		40%
		6.1.3	Entretenir les ilots d'avenir	Communes de Seytroux, La Baume, Reyvroz	Travaux	35 000 €	11 000 €		Non éligible			100%
6.2	Connaître, développer et valoriser la trame de vieux bois	6.2.1	Réaliser un diagnostic des forêts matures	CCHC	Etude		24 000 €		50%		12 000 €	50%

Tableau financier synthétique
Contrat départemental Haute-Savoie Nature du Haut-Chablais 2025-2027

Envoyé en préfecture le 17/10/2024

Reçu en préfecture le 17/10/2024

Publié le

ID : 074-257402560-20241010-D23_OCT24-DE CHABLAIS



ACTIONS/ OPERATIONS			SOUS-OPERATIONS		Maitres d'ouvrage	Nature des opérations	Montant tot. investissement	Montant tot. fonctionnement	Autre financement	Taux subvention CD74 indicatif 0 à ...	Montant subvention indicatif CD74		Autofinancement MO	
							Investissement	Fonctionnement						
7. PRESERVER ET CULTIVER LE VEGETAL LOCAL							50 000 €	3 000 €						
7.1	Renforcer la filière de semences locales		7.1.1	Communiquer sur le réseau de semences locales		CD74	Animation		Internalisé					
7.2	Développer un verger conservatoire		7.2.1	Aménager un verger conservatoire à l'Abbaye d'Aulps en tant que lieu de formation		CCHC	Travaux	50 000 €		50%	25 000 €		50%	
			7.2.2	Formation auprès des particuliers à la gestion des arbres fruitiers et à la préservation des variétés locales		CCHC	Animation		3 000 €		30%	900 €	70%	
8. ANIMER LE FONCIER							0 €	139 000 €						
8.1	Accompagner les propriétaires et relation aux exploitants dans le cadre de la stratégie pastorale		8.1.1	Mettre en place des contrats de location		AFP La Vernaz	Etude		Pour mémoire	-				
			8.1.2	Actualisation des contrats de location		Communes : St Jean d'Aulps, Les Gets, Le Biot (ou AFP d'Ouzon si extension)	Etude		Pour mémoire	-				
8.2	Structurer les propriétaires au sein d'Associations Foncières Pastorales		8.2.1	Extension d'AFP		Commune du Biot, AFP Vallée de la Manche, AFP La Forclaz-La Baume	Etude		10 000 €		Etude au cas par cas		A définir	
			8.2.2	Création AFP		Commune de Vailly	Etude		10 000 €		Etude au cas par cas		A définir	
8.3	Mettre en œuvre la procédure de biens vacances sans maître		8.3.1	Réaliser l'étude globale du gisement des biens sans maître		SIAC	Etude		40 000 €	Financement FEADER	Non éligible		A définir	
			8.3.2	Mettre en œuvre la procédure des biens sans maître		Communes à déterminer suite sous-opération 8.3.1	Etude		40 000 €	Financement FEADER	Non éligible		A définir	
8.4	Promouvoir une animation foncière afin d'organiser la gestion forestière		8.4.1	Maintenir et intensifier les animations auprès des propriétaires privés afin qu'ils se regroupent et se structurent		Communes de Morzine, Montriond et Les Gets	Animation		39 000 €		Non éligible		100%	
8.5	Instaurer des zones de préemption ENS sur les sites labellisés		8.5.1	Instaurer des zones de préemption ENS sur les sites labellisés		CD74	Animation		Internalisé		100%	X		
TOTAUX ACTIONS TRANSVERSALES								1 760 425 €	383 075 €	SUBV. PREVI CD74 I et F		877 833 €	59 860 €	
RESTAURATION ET GESTION DE 6 NOUVEAUX SITES HAUTE-SAVOIE NATURE LABELLISES ENS								2 321 387 €	70 615 €					
Elaboration d'un plan de gestion			Elaboration de 3 plans de gestion (Lac de Vailion, vallée de Chéravaux, Lac des Mines d'Or-Col de Cou) et 1 notice (Rives du torrent de Seytroux)			Communes de Bellevaux, Montriond, Morzine, Seytroux	Etude	89 460 €		50%	44 730 €		50%	
Travaux de restauration et de valorisation des sites			Gestion des milieux naturels, valorisation des patrimoines naturels et culturels, accueil du public et gestion des usages, requalification paysagère, maîtrise foncière.			A définir lors de l'élaboration des plans de gestion : communes, CCHC, ...	Travaux	2 231 927 €	70 615 €	50% I Entre 20 et 50 % F	921 926 €	15 388 €	Entre 80 et 50 %	
TOTAUX ACTIONS TRANSVERSALES + SITES ENS								4 081 812 €	453 690 €	SUBV. PREVI CD74 I et F		1 799 759 €	75 248 €	

* Condition : participation au plan de financement des Sociétés Remontées Mécaniques

Code action : 1

**Connaître, gérer et préserver la ressource en eau
et les milieux aquatiques et humides**

**Objectif/axe du contrat :
1 – 2 – 3 – 4 – 5 – 6**

Objectifs opérationnels / gains escomptés :

- Poursuivre un plan d'action des zones humides à l'échelle de la commune des Gets sur des zones pré-ciblées ;
- Développer et mettre en œuvre un plan d'action des zones humides ;
- Sensibiliser la population locale et les professionnels à un usage raisonné de la ressource en eau, à la préservation des milieux aquatiques et humides ;
- Accompagner le territoire dans la compréhension de la gouvernance de la ressource en eau et porter un projet de territoire.

Contexte / objectifs

L'eau est présente sous de multiples formes sur le territoire et incarne un enjeu majeur. Ainsi, plus de 300 zones humides ont été dénombrées sur le territoire, sans présence d'une gouvernance à l'échelle de leur fonctionnalité globale. Le chevelu hydrographique est dense, et le territoire dispose de lacs de montagne d'intérêt géologique et écologique, associés à des milieux également terrestres et humides. L'écologie de ces lacs de moyenne altitude est peu connue et peu suivie.

Un nombre important de captages sont recensés sur le territoire, dont certains stratégiques pour l'alimentation en eau potable des communes. L'eau est une ressource rare et primordiale qu'il convient de préserver, tant au niveau des prélèvements que de la qualité. Il existe un effet de la saisonnalité sur les milieux aquatiques : les manques ponctuels d'eau sont constatés en hiver et été, lorsque la demande en eau, notamment liée au secteur touristique, est la plus forte.

L'activité agro-pastorale est l'une des activités ayant potentiellement le plus d'interactions avec la conservation des zones humides en termes d'utilisation des ressources hydriques et végétales. A noter que l'on ne dénombre pas moins de 196 zones humides présentes sur le domaine pastoral.

La sylviculture joue également un rôle important sur la préservation de cette ressource. Plusieurs captages d'eau potable sont localisés en forêt soumise et la sensibilité des sols forestiers est à prendre en compte dans la gestion courante. En effet, leur intégrité est une caractéristique essentielle pour assurer une gestion forestière durable : le sol, en tant que support des vies des arbres, joue un rôle notamment de réserve d'eau.

Plus généralement, la préservation des zones humides possède de nombreuses fonctionnalités écologiques, hydrologiques et sociales. Support de vie, elles régulent également l'intensité des crues, soutiennent le débit des cours d'eau en période d'étiage et retiennent les sédiments.

A noter que le suivi écologique des lacs de montagne est prévu dans le cadre des fiches des futurs sites proposés à la labellisation Haute-Savoie Nature au titre des ENS.

Descriptif des opérations

1.1- Poursuivre un plan d'action des zones humides à l'échelle de la commune des Gets

Contexte :

Des zones humides stratégiques ont été identifiées dans le cadre du plan d'action opérationnel des zones humides du bassin de l'Arve, et inscrites dans le SAGE. Parmi ces zones humides stratégiques, le SM3A identifie celles dont le fonctionnement est lié au sein d'un chapelet. Le chapelet des zones humides des Gets en fait partie et est classé en priorité 1, où une intervention est à démarrer sous 5 ans.

En parallèle des zones humides stratégiques identifiées, l'observatoire environnemental de la commune des Gets établit un suivi des zones humides à enjeux et celles faisant état de mesures de compensation. D'autres zones humides stratégiques ont ainsi été identifiées dans ce cadre, dont de très nombreuses se situent sur le domaine skiable des Gets.

L'objectif principal de l'opération est la prise en compte des zones humides dans la gestion du domaine skiable. Cela passe par une meilleure connaissance du rôle hydrologique des zones humides des Gets et des impacts des activités touristiques (ski, VTT) sur les zones humides, et par des préconisations ou actions de gestion.

En dehors du domaine skiable, il s'agira de plus de mettre à jour puis de mettre en œuvre deux notices de gestion.

Il est précisé que la présente fiche action ne concerne pas les zones humides faisant l'objet de mesures compensatoires. Par ailleurs, une partie de la commune est située sur le bassin versant des Dranses, les zones humides concernées ne font pas l'objet de travaux dans la présente opération.

1.1.1 Etude hydrologique de 3 zones humides

Alpage ou milieu concerné : Zones humides Mouille ronde, Mouille ronde Est, Mouille des Boittets

Commune(s) concernée(s) : Les Gets

Maître d'ouvrage : SM3A

Descriptif de l'opération :

Il s'agit d'engager les opérations suivantes :

- étude hydrologique de 3 zones humides d'importance situées au sein de la station de ski en vue d'élaborer des notices de gestion.

1.1.2 Identification des impacts ski/VTT sur les zones humides et préconisations de mesures

Alpage ou milieu concerné : Zones humides situées dans la station de ski

Commune(s) concernée(s) : Les Gets

Maître d'ouvrage : SM3A

Partenaires : SPL Les Gets

Descriptif de l'opération :

Il s'agit d'engager les opérations suivantes :

- étude globale d'identification des principaux impacts des activités touristiques (ski/VTT) sur les zones humides avec proposition de mesures opérationnelles.

1.1.3 Réalisation d'un diagnostic pastoral et préconisations des bonnes pratiques agricoles

Alpage ou milieu concerné : Zones humides situées en alpage

Commune(s) concernée(s) : Les Gets

Maître d'ouvrage : SM3A

Partenaires : SEA 74

Descriptif de l'opération :

Il s'agit d'engager les opérations suivantes :

- réalisation d'un diagnostic pastoral permettant de préciser les pratiques agricoles favorables à la préservation des zones humides.

1.1.4 Elaboration et mise à jour de notices de gestion

Alpage ou milieu concerné : Zones humides (voir ci-dessous)

Commune(s) concernée(s) : Les Gets

Maître d'ouvrage : SM3A

Descriptif de l'opération :

Il s'agit d'engager les opérations suivantes :

- mise à jour des préconisations de gestion de 2 notices de gestion existantes Les plans/la Vouagère Est, Les places ouest ;
- élaboration de 2 notices de gestion Mouille ronde et Mouille ronde Est, Mouille des Boittets ;
- évaluation de l'état de conservation de 2 zones humides Gueffataz et aval retenue.

1.1.5 Travaux de restauration hydraulique et de gestion

Alpage ou milieu concerné : Zones humides (à préciser en fonction des études menées)

Commune(s) concernée(s) : Les Gets

Maître d'ouvrage : SM3A

Partenaires : SPL Les Gets

Descriptif de l'opération :

Il s'agit d'engager les opérations suivantes :

- travaux de restauration hydraulique (à préciser en fonction études menées) ;
- travaux de gestion (Les places ouest + Les plans/la Vouagère Est *en fonction des résultats de l'animation foncière* + à préciser en fonction études menées).

1.1.6 Animation foncière et territoriale

Alpage ou milieu concerné : Zones humides (situées dans la station de ski + plans ouest)

Commune(s) concernée(s) : Les Gets

Maître d'ouvrage : SM3A

Partenaires : CD74 (ZPENS)

Descriptif de l'opération :

Il s'agit d'engager les opérations suivantes :

- animation foncière préalable aux actions de préservation et de gestion sur la zone humide des plans ouest ;
- travail de conciliation avec le gestionnaire des installations touristiques.

1.1.7 Actions ciblées de sensibilisation

Alpage ou milieu concerné : Zones humides

Commune(s) concernée(s) : Les Gets

Maître d'ouvrage : CCHC

Partenaire : SM3A

Descriptif de l'opération :

Il s'agit d'engager les opérations suivantes :

- actions ciblées de sensibilisation pour les zones humides les plus fréquentées à l'interface du domaine skiable (contenu à définir suite au rendu de la sous-opération 1.1.2 - Identification des impacts ski/VTG sur les zones humides et préconisations de mesures).

Faisabilité opérationnelle

Faisabilité technique et opérationnelle	forte
Faisabilité réglementaire	forte
Faisabilité foncière	forte à moyenne

1.2- Développer et mettre en œuvre un plan de sensibilisation des zones humides

Contexte : Cette action ne concerne que le volet « biodiversité, sensibilisation, gestion de la fréquentation » pour lequel la CCHC et les communes sont compétentes.

1.2.1 Elaborer le plan de sensibilisation pour les 5 réseaux de ZH ciblés

Alpage ou milieu concerné : 5 réseaux de zones humides

Commune(s) concernée(s) : Reyvroz, Vailly, Lullin, Saint Jean d'Aulps, Essert-Romand, Montriond, Morzine, Bellevaux

Réseaux de ZH priorisés (5)	Communes MO identifiées (6)
ZH Mouilles à Reyvroz	Reyvroz
Réseau ZH entre Lullin et Vailly	Lullin ; Vailly
ZH nord du plateau des Mouilles	Bellevaux ; Lullin
ZH connexes à la Dranse	Saint Jean d'Aulps ; Morzine ; Montriond
ZH nord-est St Jean d'Aulps	Saint Jean d'Aulps

Maître d'ouvrage : CCHC

Partenaires : SIAC, Asters

Descriptif de l'opération :

Il s'agit pour cette action d'élaborer un plan de sensibilisation de ces 5 réseaux de ZH sélectionnés (cf cartographie en annexe), en lien avec l'urbanisation à proximité des sites. Ce sont les zones humides les plus fréquentées qui ont été sélectionnées pour lesquelles un enjeu en matière d'urbanisme a été pointé (PLU non compatible, urbanisation très proche, projet local non compatible avec la préservation de la zone humide...), afin de conduire une sensibilisation sur site en lien avec les bons comportements, prenant la forme de panneaux, jeux interactifs, etc (à définir dans le plan de sensibilisation). La gestion de l'accessibilité et la maîtrise foncière seront également étudiés.

L'établissement du plan de sensibilisation comprendra :

- La réalisation d'un état des lieux des connaissances existantes et de l'état de conservation des zones humides déjà expertisées ;
- Une concertation avec les acteurs du territoire concernés (communes, exploitants agricoles, etc.) permettant la définition du plan de sensibilisation.

1.2.2 Mettre en œuvre les actions du plan : gestion de l'accessibilité, signalétique, foncier

Alpage ou milieu concerné : 5 réseaux de zones humides

Commune(s) concernée(s) : Reyvroz, Vailly, Lullin, Saint Jean d'Aulps, Essert-Romand, Montriond, Morzine, Bellevaux

Maîtres d'ouvrage : communes de Reyvroz, Vailly, Lullin, Saint Jean d'Aulps, Essert-Romand, Montriond,

Morzine, Bellevaux

Partenaire : SIAC

Descriptif de l'opération :

Le contenu précis de cette sous-opération sera établi à l'issue du rendu de la sous-opération précédente 1.2.1 « Elaborer le plan de sensibilisation pour les 5 réseaux de ZH ciblés ».

Il s'agira par exemple d'engager les opérations suivantes :

- Valorisation des zones humides : élaborer et installer de panneaux informant des différents rôles des zones humides et représentant les espèces faunistiques et floristiques emblématiques des lieux selon les besoins ;
- Préservation des zones humides particulièrement sensibles : délimiter l'accessibilité (poteaux en bois, panneaux de vigilance informant des pratiques respectueuses à adopter envers le milieu, etc.) pour les usages non compatibles ; conduire une animation foncière (acquisition à l'amiable, etc.).

1.2.3 Mettre en œuvre les actions du plan : suivi espèces à enjeux, sensibilisation des propriétaires

Alpage ou milieu concerné : 5 réseaux de zones humides

Commune(s) concernée(s) : Reyvroz, Vailly, Lullin, Saint Jean d'Aulps, Essert-Romand, Montriond, Morzine, Bellevaux

Maître d'ouvrage : CCHC

Partenaire : Asters, CBNA

Descriptif de l'opération :

Le contenu de cette sous-opération sera établi à l'issue du rendu de la sous-opération précédente 1.2.1 « Elaborer le plan de sensibilisation pour les 5 réseaux de ZH ciblés ».

Il s'agira par exemple d'engager les opérations suivantes :

- Renforcer la connaissance de la biodiversité au sein des zones humides : conduire des inventaires faunistiques et floristiques pour les zones humides dont la connaissance est ancienne ou incomplète, ainsi que des cartographie d'habitats ;
- Sensibilisation des propriétaires à la préservation des zones humides : diffuser par exemple la plaquette réalisée par le conservatoire des espaces naturels sur les zones humides à l'intention des propriétaires, organiser des journées de sensibilisation avec les écogardes sur site, etc.

Faisabilité opérationnelle

Faisabilité technique et opérationnelle	Convention de gestion à établir avec les propriétaires privés pour l'apposition de panneaux ou la délimitation de l'accessibilité. Le SIAC devra être associé sur l'ensemble des opérations pour information.
Faisabilité réglementaire	RAS.
Faisabilité foncière	Intérêt d'une labellisation Haute-Savoie Nature au titre des ENS des zones humides à déterminer par suite, notamment pour l'instauration d'une zone de préemption facilitant la maîtrise foncière.

1.3- Sensibiliser la population locale et les professionnels à un usage raisonné de la ressource en eau, à la préservation des milieux aquatiques et humides

Contexte : cette opération vise à engager sur la période triennale une sensibilisation de la population locale au travers le prisme du jardin et la récupération d'eau pluviale. Les professionnels seront approchés sur le volet biodiversité forestière et ressources en eau avec de la formation et le rappel des bons comportements.

1.3.1 Sensibilisation du grand public à l'eau et au changement climatique au jardin (pour mémoire)

Alpage ou milieu concerné : cours d'eau, zones humides, lacs

Commune(s) concernée(s) : Toutes

Maître d'ouvrage : CPIE Chablais-Léman

Partenaires : Agence Eau RMC, CD74

Descriptif de l'opération :

L'action « Eau, jardins, climat : des Chablaisiens qui s'engagent pour des jardins économes en eau » est portée par le CPIE Chablais-Léman sur l'ensemble du territoire chablaisien, dont la communauté de communes du Haut-Chablais. Elle est inscrite pour mémoire au contrat car financé dans un autre cadre. Les différents volets de l'action permettront d'agir à plusieurs niveaux :

- Sensibilisation ;
- Engagement dans l'action ;
- Aide à l'acquisition de matériel (récupérateur eau pluie, pluviomètre) ;
- Expérimentations ;
- Valorisation.

1.3.2 Equiper les particuliers en récupérateurs d'eau pluviale

Alpage ou milieu concerné : cours d'eau, zones humides, lacs

Commune(s) concernée(s) : Toutes

Maître d'ouvrage : CCHC

Descriptif de l'opération :

Il s'agit d'engager les opérations suivantes :

- Préparation et accompagnement du dispositif par le personnel de la CCHC dont l'élaboration de supports de communication (30 jours d'animations prévisionnels) ;
- Mise à disposition des particuliers de 10 à 15 récupérateurs d'eau pluviale par commune.

1.3.3 Sensibilisation des acteurs professionnels

Alpage ou milieu concerné : Torrent de Sous-le-Saix, forêts et zones humides

Commune(s) concernée(s) : Morzine, toutes

Maître d'ouvrage : SIAC

Partenaires : FDPPMA, ONF, CRPF

Descriptif de l'opération :

Il s'agit d'engager les opérations suivantes :

- Sensibilisation des pisciculteurs aux rejets de l'activité piscicole par l'organisation d'1 journée de formation ;
- Sensibilisation et formation des acteurs forestiers par l'organisation de 3 journées de formation-action pour la désignation d'arbres à conserver pour la biodiversité à l'intérieur de la trame turquoise et des bonnes pratiques à adopter pour préserver les cours d'eau et zones humides en secteur forestier.

Faisabilité opérationnelle

Faisabilité technique et opérationnelle	Association de l'AAPPMACG, de la Fédération de Pêche et DDT74 pour les rappels réglementaires pendant la journée de formation.
Faisabilité réglementaire	/
Faisabilité foncière	/

1.4- Accompagner le territoire dans la compréhension de la gouvernance de la ressource en eau et porter un projet de territoire

Contexte : cette première action de sensibilisation au fonctionnement hydrologique du bassin versant des Dranses et aux enjeux de la gestion quantitative de la ressource en eau, bien qu'elle ne réponde pas pleinement à l'objectif, permet d'amorcer concrètement le sujet avant la prise de compétence « eau potable » en 2026 par la CCHC, et la révision prochaine en 2025 du contrat de rivière des Dranses et la possible insertion d'un volet quantitatif. L'objectif à terme étant de déboucher sur la réalisation d'un projet de type « projet de territoire pour la gestion de l'eau » (PTGE).

1.4.1 Sensibilisation des élus au volet quantitatif et réglementaire lié à la ressource en eau

Alpage ou milieu concerné : ressource en eau (quantitative et qualitative)

Commune(s) concernée(s) : Ensemble des communes de la CCHC

Maître d'ouvrage : SIAC

Partenaires : Agence Eau RMC, ANEB, FNCCR, CEREMA

Descriptif de l'opération :

Il s'agit d'engager les opérations suivantes :

- Vulgarisation et présentation des résultats de l'étude quantitative du BV des Dranses conduite préalablement au contrat de rivière en cours (2013), en lien avec la politique eau du bassin Rhône Méditerranée (plan de bassin d'adaptation au changement climatique) – *5 jours de chargé de mission interne* ;
- Accompagnement juridique des élus sur les possibilités de réglementation de certains usages (jacuzzi par exemple) – *prestation* ;
- Accompagnement technique des élus à la gestion durable des captages existants et action de communication – *prestation*.

Faisabilité opérationnelle

Faisabilité technique et opérationnelle	Association de l'Agence de l'Eau RMC et des services de l'Etat (DDT) pour appuyer le bilan et expliciter les attendus d'un PTGE.
Faisabilité réglementaire	/
Faisabilité foncière	/

SuiviIndicateurs de suivi :

En cours de détermination

Indicateur de réalisation :

En cours de détermination

LiensLien avec d'autres fiches actions du contrat

Fiche action 8 – Animer le foncier

Fiche action 2 – Accompagner un accueil respectueux
de l'environnementLien vers d'autres projets

- Inventaire départemental des zones humides
- Futur stratégie zones humides dans le cadre du
contrat de rivière à venir (SIAC)

Envoyé en préfecture le 17/10/2024

Reçu en préfecture le 17/10/2024

Publié le

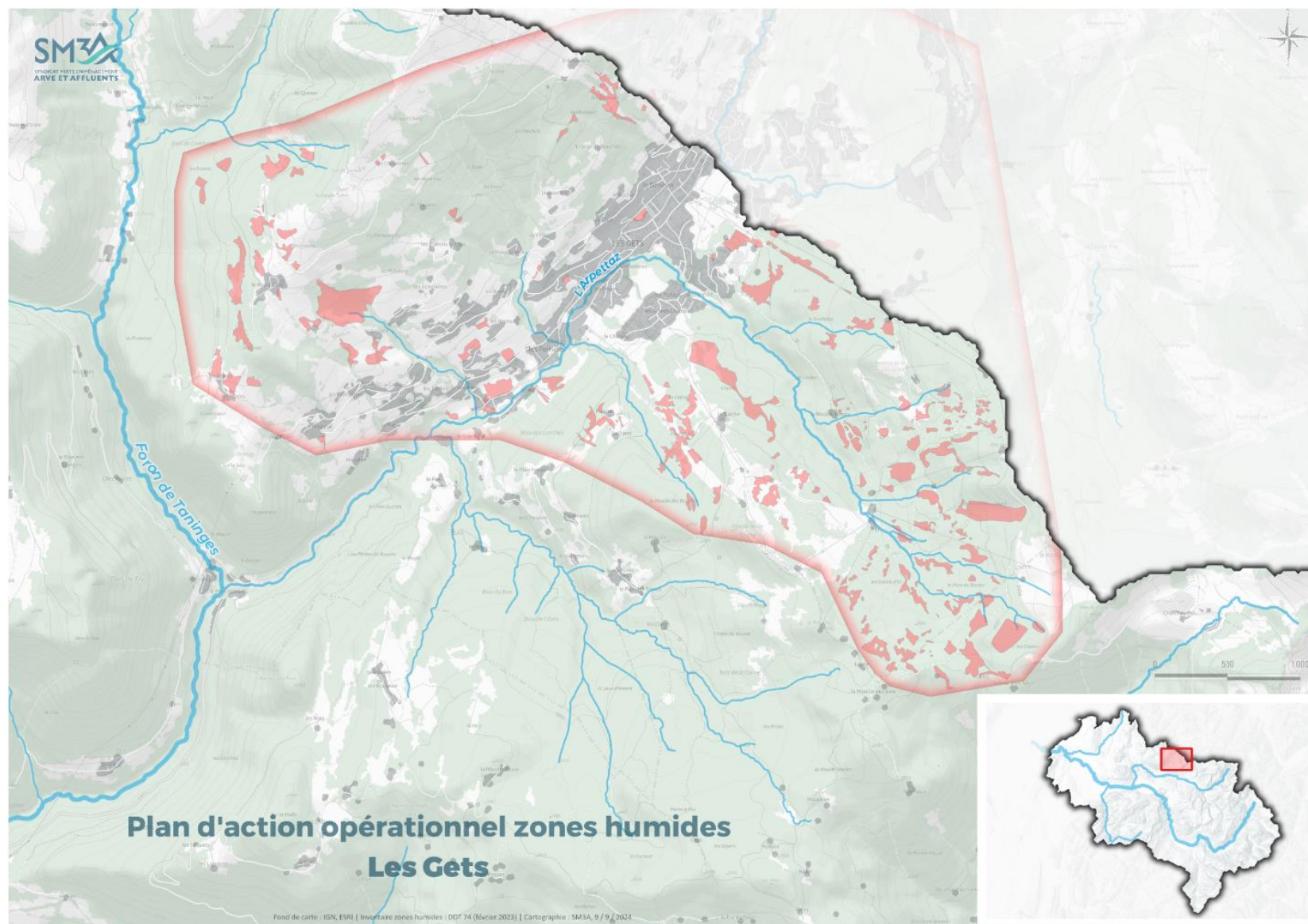


ID : 074-257402560-20241010-D23_OCT24-DE

ACTIONS/ OPERATIONS			SOUS-OPERATIONS		Maitres d'ouvrage	Nature des opérations	Calendrier				Montant tot. investissement	Montant tot. fonctionnement	Autre financement	ID : 074-257402560-20241010-D23_OCT24		
							2024	2025	2026	2027				CD74 indicatif 0 à ...	Investissement	Fonctionnement
I. CONNAÎTRE, GERER ET PRESERVER LA RESSOURCE EN EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES ET HUMIDES										366 500 €	144 600 €					
1.1	Poursuivre et mettre en œuvre un plan d'action des zones humides à l'échelle de la commune des Gets sur des zones pré-ciblées	1.1.1	Etude hydrologique de 3 zones humides	SM3A	Etude	X	X			33 000 €		50 % possible AERMC	30%	9 900 €		
		1.1.2	Identification des impacts ski/VTT sur les zones humides et préconisations de gestion	SM3A	Etude		X			40 000 €		50 % possible AERMC	30%	12 000 €		
		1.1.3	Réalisation d'un diagnostic pastoral et préconisations des bonnes pratiques agricoles	SM3A	Etude		X	X		15 000 €		AERMC possible biodiv.	50%	7 500 €		
		1.1.4	Elaboration et mise à jour de notices de gestion	SM3A	Etude		X	X		33 500 €		50 % possible AERMC	30%	10 050 €		
		1.1.5	Travaux de restauration hydraulique et de gestion	SM3A	Travaux	X		X		100 000 €		50 % possible AERMC	30%	30 000 €		
		1.1.6	Animation foncière et territoriale	SM3A	Animation	X	X	X	X		16 800 €	Subvention globale poste AERMC possible	Non éligible			
		1.1.7	Actions ciblées de sensibilisation	CCHC	Animation			X	X		20 000 €		Non éligible			
1.2	Développer et mettre en œuvre un plan de sensibilisation sur des zones humides ciblées	1.2.1	Elaborer le plan de sensibilisation pour les 5 réseaux de ZH ciblés	CCHC	Etude		X				60 000 €	AERMC possible biodiv.	50%		30 000 €	
		1.2.2	Mettre en œuvre les actions du plan : gestion de l'accessibilité, signalétique, foncier	<u>Communes concernées :</u> Reyvroz, Bellevaux, St Jean d'Aulps, Vailly, Lullin, Essert-Romand, Montriond, Morzine	Travaux			X	X	115 000 €			50%	57 500 €		
		1.2.3	Mettre en œuvre les actions du plan : suivi espèces à enjeux, sensibilisation des propriétaires	CCHC	Etude, animation			X	X		15 000 €		20%		3 000 €	
1.3	Sensibiliser la population locale et les professionnels à un usage raisonné de la ressource en eau, à la préservation des milieux aquatiques et humides	1.3.1	Sensibiliser le grand public à l'eau et au changement climatique au jardin	CPiE	Animation	X	X				pour mémoire	70 % AERMC AMI 2023	Hors CDHSN			
		1.3.2	Equiper les particuliers en récupérateurs d'eau pluviale	CCHC	Animation, fournitures		X	X	X	30 000 €	5 000 €		Non éligible			
		1.3.3	Sensibiliser les acteurs professionnels	SIAC	Animation		X	X	X		20 800 €		20%		4 160 €	
1.4	Accompagner le territoire dans la compréhension de la gouvernance de la ressource en eau	1.4.1	Sensibilisation des élus au volet quantitatif et réglementaire lié à la ressource en eau	SIAC	Animation		X				7 000 €		20%		1 400 €	

Annexes :

- Opération 1.1 : Plan d'action opérationnel zones humides Les Gets



- Opération 1.2 : Zoom sur les 5 réseaux de zones humides (zonage vert)

